



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/9/Add.4
9 mars 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 11 de l'ordre du jour provisoire

DROITS CIVILS ET POLITIQUES, ET NOTAMMENT :
TORTURE ET DÉTENTION

Rapport soumis par le Rapporteur spécial, Sir Nigel Rodley,
en application de la résolution 1999/32
de la Commission des droits de l'homme

Additif

Visite du Rapporteur spécial au Kenya

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
Introduction	1 – 5	3
I. LA PRATIQUE DE LA TORTURE : AMPLEUR ET CONTEXTE	6 – 56	4
A. Aspects généraux.....	6 – 19	4
B. Informations concernant la police	20 – 35	7
C. Informations concernant les prisons	36 – 51	12
D. Châtiments corporels	52 – 56	16
II. PROTECTION DES DÉTENUS CONTRE LA TORTURE	57 – 81	17
A. Questions juridiques	57 – 64	17
B. Accès aux détenus	65 – 66	20
C. Procédures de recours	67 – 77	21
D. Impunité	78 – 80	24
E. Comité permanent des droits de l'homme	81	25
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	82 – 92	25
A. Conclusions	82 – 91	25
B. Recommandations	92	28
Annexe* : Summary of allegations		33

* L'annexe est publiée en anglais seulement.

Introduction

1. Comme suite à la demande qu'il avait formulée en janvier 1996, le Rapporteur spécial a été invité en 1998 par le Gouvernement kényen à effectuer, dans le cadre de son mandat, une mission d'enquête dans le pays. Cette visite, qui s'est déroulée du 20 au 29 septembre 1999, avait pour objet de permettre au Rapporteur spécial de recueillir des informations de première main auprès d'un large éventail d'interlocuteurs et de se faire ainsi une meilleure idée de la situation en ce qui concerne la torture au Kenya. Le Rapporteur spécial peut dès lors recommander au Gouvernement un certain nombre de mesures que celui-ci devrait adopter pour se conformer à ses engagements et mettre fin aux actes de torture et autres mauvais traitements.
2. Au cours de cette visite, le Rapporteur spécial s'est entretenu avec les autorités suivantes à Nairobi : le Président Daniel arap Moi; le Procureur général Amos Wako; le Ministre de la sécurité intérieure; le Ministre d'État à la Présidence chargé de la sécurité et de l'administration provinciale, Marsden Madoka; le Ministre d'État chargé de la défense; le Vice-Ministre des affaires étrangères, Sheldon Muchilwa; le Président de la Cour suprême, Bernard Chunga; le Secrétaire général du Conseil des ministres et Directeur de la fonction publique, Richard Leakey; le Directeur général de la police, Philemon Abongo; et le Directeur général de l'administration pénitentiaire, Edward Lepokoiyot. Le Rapporteur spécial regrette que le Secrétaire général du Ministère de la santé, Julius Meme, n'ait pas pu le recevoir à l'occasion du rendez-vous qui avait été pris à cet effet. Enfin, le Rapporteur spécial s'est entretenu avec plusieurs membres du Comité permanent des droits de l'homme.
3. Outre Nairobi, le Rapporteur spécial s'est rendu dans les villes kényennes de Nakuru et Garissa. Il s'y est entretenu avec les autorités, notamment le commissaire de province, le commissaire de district et le responsable de la police de la province, et il a visité des locaux de garde à vue. Il a aussi effectué des visites dans les prisons centrales de Nakuru et Garissa, mais s'est vu refuser l'accès de la prison de haute surveillance de Kamiti, à Nairobi.
4. Le Rapporteur spécial a également rencontré des personnes qui ont déclaré qu'elles-mêmes ou des membres de leur famille avaient été victimes de tortures ou d'autres mauvais traitements et il a recueilli des informations, oralement et par écrit, auprès d'organisations non gouvernementales, parmi lesquelles : le Service médico-légal indépendant, la Commission kényenne des droits de l'homme, People against Torture et la Commission sur la violence ethnique du barreau kényen. Enfin, il s'est entretenu avec des avocats et des médecins.
5. Le Rapporteur spécial tient à remercier le Gouvernement kényen de l'avoir invité et de lui avoir accordé toute sa coopération au cours de sa mission, lui facilitant ainsi grandement la tâche. Il tient également à exprimer sa gratitude au Coordonnateur par intérim du Programme des Nations Unies pour le développement et à ses collaborateurs pour l'appui qu'ils lui ont apporté, y compris sur le plan logistique.

I. LA PRATIQUE DE LA TORTURE : AMPLEUR ET CONTEXTE

A. Aspects généraux

6. Au cours des quelques dernières années (voir E/CN.4/1996/35/Add.1, par. 414 à 425; E/CN.4/1997/7/Add.1, par. 289 à 307; E/CN.4/1999/61, par. 426 à 435), le Rapporteur spécial a signalé au Gouvernement qu'il recevait des informations indiquant, à partir d'un grand nombre de cas concrets, que le recours à la torture de la part de la police, pour obtenir des "aveux", était pratiquement systématique. La torture serait également pratiquée pour intimider les détenus, les dissuader de se livrer à des activités politiques et leur extorquer de l'argent. Les agents de la Direction du renseignement en matière de sécurité (DSI ou "Service spécial", aujourd'hui dissous) et du Département des enquêtes criminelles (CID), les membres de la "Brigade mobile" - unité d'élite créée en 1995 et chargée d'enquêter sur les vols à main armée et les détournements d'automobiles -, les membres du Kenya Wildlife Service (KWS), les agents de la police administrative municipale et les Jeunesses KANU (section des jeunes du parti au pouvoir, le Kenya African National Union) se livreraient, eux aussi, à des actes de torture (voir annexe). Les méthodes utilisées seraient les suivantes : passages à tabac, en particulier au moyen de bâtons en bois et en plastique; coups de fouet sur différentes parties du corps, en particulier sur les pieds; coups sur la plante des pieds, la victime étant suspendue la tête en bas sur une barre passée derrière les genoux et devant les coudes; viols et autres sévices sur les parties génitales, consistant par exemple à introduire des objets dans le vagin, à étirer le pénis ou à y enfoncer des aiguilles.

7. Les détenus accusés d'infractions non punissables de la peine de mort ne peuvent légalement être gardés au secret plus de 24 heures, mais ils le seraient en fait beaucoup plus longtemps. Il a été signalé que, pour prolonger la détention au secret, on les transfère souvent d'un poste de police à l'autre après leur arrestation. C'est pendant ces périodes de détention au secret que seraient infligées la plupart des tortures et des mauvais traitements.

8. Les personnes qui veulent déposer plainte contre la police pour mauvais traitements seraient dissuadées de le faire ou se verraient refuser le droit de remplir le formulaire requis, le "rapport d'examen médical", connu sous le nom de formulaire P3. Lorsque la victime parvient à remplir ce formulaire, il arrive souvent que celui-ci soit perdu ou retiré du dossier. De nombreuses victimes s'abstiendraient de déposer plainte parce que, avant leur libération, la police a pu les menacer, au cas où ils le feraient, d'une nouvelle arrestation ou d'autres conséquences fâcheuses.

9. Le Rapporteur spécial a également fait part au Gouvernement d'informations selon lesquelles il serait rare que les tribunaux enquêtent sur des allégations de torture, examinent les rapports médicaux, s'intéressent à la privation de soins médicaux dans le cas des victimes présumées de torture ou déclarent irrecevables des éléments de preuve ou des aveux obtenus par la torture. Des avocats qui avaient défendu des prisonniers affirmant avoir été soumis à la torture auraient fait l'objet de menaces. Le refus de soins médicaux serait courant. Les médecins privés seraient fréquemment empêchés de voir les prisonniers ou devraient, pour parvenir jusqu'à eux, franchir des obstacles tels que l'obtention d'une décision de justice. Les médecins admis à examiner des prisonniers feraient l'objet de mesures d'intimidation de la part des gardiens. Selon les informations reçues, les détenus se verraient souvent refuser l'accès aux hôpitaux et, une fois admis dans un établissement, seraient parfois contraints de quitter les lieux avant la fin de leur traitement.

10. Enfin, le Rapporteur spécial avait informé le Gouvernement que, selon les informations qui lui parvenaient, les conditions de vie dans les prisons étaient extrêmement dures et mettaient en péril la vie des détenus. Ceux-ci souffriraient d'un grave surpeuplement, de l'insuffisance d'eau potable, d'une mauvaise alimentation, de la médiocrité de la literie et de carences sur le plan des soins de santé. Qui plus est, les prisonniers malades seraient transportés à l'arrière de camions et non par ambulance et beaucoup mourraient avant d'arriver à l'hôpital. Certains ne seraient même pas transportés à l'hôpital, en dépit d'un ordre du juge. Selon les ONG, des dizaines de prisonniers meurent chaque année, dans la majorité des cas par suite de maladies infectieuses résultant du surpeuplement, du manque de nourriture et d'eau propre et de l'insuffisance de médicaments de base. Plus de 630 prisonniers seraient ainsi morts en 1997¹.

11. Au cours de sa mission, le Rapporteur spécial a recueilli des informations auprès de sources non gouvernementales ainsi qu'un très grand nombre de récits de victimes ou de témoins d'actes de torture présumés (dont une sélection est reproduite dans l'annexe au présent rapport) d'où il ressort que la torture est largement répandue et utilisée aveuglément contre de nombreuses personnes en état d'arrestation. Il semble toutefois que la plupart des affaires de ce type ne soient pas signalées aux autorités compétentes, par ignorance, faute d'assistance judiciaire ou par crainte de représailles. Les passages à tabac semblent être la pratique la plus répandue. Ces actes auraient essentiellement pour but de soutirer des aveux ou d'extorquer de l'argent, de punir ou d'intimider des personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction. Il a été également signalé un certain nombre de décès en détention qui seraient la conséquence d'actes de torture.

12. Selon le Service médico-légal indépendant (IMLU), 98 % des lésions avérées dans près de 400 affaires qui lui ont été soumises entre septembre 1998 et août 1999 étaient d'ordre musculaire et osseux et auraient été essentiellement causées par des coups assénés au moyen d'objets contondants. Pour 25 % des patients, les lésions étaient d'ordre neurologique et affectaient la vision ou l'ouïe. L'âge des victimes s'échelonnait entre 7 et 97 ans, mais dans la majorité des cas il s'agissait de jeunes âgés de 20 à 35 ans. L'IMLU a également signalé qu'il avait procédé à 40 autopsies de personnes mortes alors qu'elles étaient en garde à vue, et 36 auraient fait apparaître que la cause du décès était une hémorragie interne résultant d'un traumatisme externe.

13. Tous les responsables avec lesquels le Rapporteur spécial s'est entretenu, en particulier le Ministre d'État chargé des affaires intérieures et le Vice-Ministre des affaires étrangères, ont affirmé que le Gouvernement ne cautionnait pas la torture, tout en reconnaissant que certains agents de la force publique pouvaient avoir de temps à autre des réactions excessives. Ils ont insisté en particulier sur l'ampleur de la violence, la violence armée notamment, à laquelle la police devait faire face. Ils ont expliqué au Rapporteur spécial que les agents de police, parfois mal équipés, devaient à l'occasion recourir à la force pour se défendre. Ils ont affirmé au Rapporteur spécial que, dans tous les cas où des agents de la force publique semblaient avoir réagi de manière excessive, les pouvoirs publics n'hésitaient pas à prendre toutes les mesures voulues. À leur avis, la violence policière n'était en tout état de cause pas un phénomène généralisé.

14. Le Vice-Ministre des affaires étrangères a souligné que le Kenya traversait une période de changements soutenus par le Gouvernement et par le Président en personne, mais que le changement d'habitudes invétérées prendrait certainement du temps. Le Directeur de la fonction publique a reconnu pour sa part que le fait de rudoyer les personnes arrêtées ou détenues était culturellement accepté, voire approuvé, par la population. Mais il a aussi insisté sur le fait qu'il y

avait, chez les plus hautes autorités du pays, une volonté réelle d'éliminer ce phénomène et que, à son avis, de grandes transformations s'étaient déjà produites au cours des cinq années précédentes. Certaines ONG ont confirmé que la violence était une pratique culturellement acceptée au Kenya et elles ont insisté de ce fait sur la nécessité d'éduquer la population, ce à quoi elles consacraient, ont-elles dit, un grand nombre d'activités.

15. Selon tous les interlocuteurs du Rapporteur spécial, y compris les entités non gouvernementales, les cas de torture de prisonniers politiques avaient considérablement diminué depuis l'instauration du multipartisme au début des années 90. Ainsi, le Service national de renseignement, plus connu sous l'appellation de "Service spécial", qui aurait torturé les opposants politiques détenus dans ses locaux de Nyayo House et Nyati House, avait été dissous. De même, on ne signalait plus depuis le milieu des années 90 de cas de torture de personnes, originaires de la province occidentale, accusées de soutien ou de participation à la présumée guérilla d'opposition, le Mouvement du 18 février (FEM) ou l'Armée de résistance du 18 février (FERA). Cela étant, la police, apparemment aidée par les Jeunesses KANU, aurait fait à plusieurs reprises un usage excessif de la force à l'encontre de manifestants pacifiques et de participants à des rassemblements d'opposants politiques (voir annexe). On ferait de plus en plus appel à des gangs soutenus par l'État pour disperser les réunions et manifestations de personnes critiques à l'égard du Gouvernement. Tant le parti au pouvoir que les partis d'opposition se seraient dotés de leurs propres groupes civils de sécurité. Selon des ONG, la majorité des victimes de la torture ou d'autres mauvais traitements sont des personnes soupçonnées de participation à des meurtres ou à des vols à main armée. Le but de la torture serait de leur extorquer des aveux ou de les punir. Le recours aux méthodes modernes d'enquête étant rare, la police ferait usage de la torture afin d'obtenir les renseignements nécessaires pour compléter les dossiers des suspects.

16. Le Ministre d'État chargé de la défense a informé le Rapporteur spécial que les forces armées étaient très rarement utilisées pour le maintien de l'ordre, exception faite de la partie septentrionale du Kenya, zone où sévirait plus particulièrement le banditisme et par où des armes seraient introduites en contrebande dans le pays. Selon des ONG, la torture était pratiquée dans cette partie du pays aussi bien par l'armée que par la police en tant que forme de châtiment collectif. Parfois, les habitants de tout un village seraient rassemblés et subiraient des passages à tabac, des viols et des exécutions sommaires (voir annexe). S'agissant des sévices commis par l'armée, le Ministre a indiqué que des mesures strictes étaient prises conformément au règlement militaire. À titre d'exemple, il a informé le Rapporteur spécial que l'incident survenu en mai 1999 à Marsabit, au cours duquel des civils auraient été maltraités (voir annexe), faisait l'objet d'une enquête.

17. Le Rapporteur spécial a également reçu des informations selon lesquelles la police procédait à des rafles massives de pauvres, de femmes, d'enfants des rues, de migrants et de réfugiés. Les demandeurs d'asile, en particulier les Oromos d'Éthiopie, soupçonnés d'être des membres ou des partisans du Front de libération oromo, et des Somalis seraient détenus au-delà du délai légal, maltraités et menacés de renvoi dans des pays où ils risquaient de subir des tortures et d'autres violations de leurs droits. Dans les centres urbains, les enfants des rues sont couramment raflés et jetés en prison. Ils seraient battus par la police, qui leur ferait subir des sévices sexuels et leur extorquerait de l'argent. Détenus des jours, voire des semaines durant, ils seraient finalement traînés devant les tribunaux, pour vagabondage, ou qualifiés d'enfants "nécessitant protection ou discipline". Il y aurait plus de 40 000 enfants des rues au Kenya². Les pauvres seraient également

victimes de violences policières. Des descentes de police dans les bidonvilles seraient effectuées de nuit, sans mandat de perquisition. Les habitants des lieux seraient passés à tabac par la police, qui exigerait de l'argent pour les laisser en liberté et soumettrait les femmes au harcèlement sexuel.

18. Il existerait également au Kenya une "violence collective" ou "justice populaire", que certains responsables expliquent par le manque de confiance dans la police et l'administration de la justice. Les incidents de ce genre se seraient multipliés dans les centres urbains au cours des cinq dernières années. Certaines sources non gouvernementales ont fait aussi valoir que la population reproduisait les schémas de comportement de la police. D'après la Commission kényenne des droits de l'homme, cette violence collective a fait plus de 130 morts au cours du premier semestre de 1999³. Selon certaines sources, cette pratique bénéficierait de l'approbation tacite de la police, laquelle ne montre pas beaucoup d'empressement à enquêter sur ce type d'incident.

19. Enfin, le Rapporteur spécial a été informé que, depuis janvier 1998, on assistait à une résurgence des "affrontements ethniques" à motivation politique, en particulier dans les districts de Laikipia et Nakuru (province de la vallée du Rift), où de nombreuses personnes auraient voté contre le Gouvernement actuel aux élections générales de décembre 1997. Plus de 120 personnes auraient été tuées et des milliers d'autres déplacées. Selon les informations reçues, des membres de la communauté kikuyu, le principal (21 % de la population totale du pays) des plus de 40 groupes ethniques du Kenya, auraient pour la première fois répondu aux attaques de manière organisée, justifiant ces représailles par le fait que les forces gouvernementales ne les auraient pas protégés et n'auraient pas pris les mesures voulues pour punir les auteurs des attaques. Selon les mêmes informations, il semble que les divisions et différends ethniques locaux soient délibérément attisés à des fins politiques⁴. En juin 1998, une commission d'enquête judiciaire a été créée pour déterminer les causes des affrontements ethniques que le pays connaît depuis 1992.

B. Informations concernant la police

20. Au cours de sa mission, le Rapporteur spécial s'est rendu dans les postes de police suivants : à Nairobi, Kikuyu et Thika; à Nakuru, Menengai et Njoro; et à Garissa, commissariat central. La première visite d'un centre de garde à vue a eu lieu dans la soirée du 22 septembre, au commissariat de Kikuyu. Tout d'abord, le Rapporteur spécial a été autorisé à visiter les cellules et à parler aux détenus par des policiers subalternes, qui avaient essayé sans succès de joindre le responsable du poste et avaient vérifié les pouvoirs du Rapporteur spécial et de la délégation qui l'accompagnait. Au bout d'une heure environ, le Rapporteur spécial avait été interrompu par l'officier responsable du poste, qui l'avait empêché de poursuivre sa visite. Bien que le Ministre d'État chargé des affaires intérieures et le Directeur général de la police lui aient assuré qu'il aurait plein accès à tous les locaux de détention et pourrait avoir des entretiens confidentiels avec les détenus, le Rapporteur spécial s'est vu refuser le droit de continuer sa visite par l'officier responsable du poste, qui avait d'abord consulté par téléphone l'officier à la tête du district. Le responsable du poste a déclaré que le chef de district n'avait reçu aucun ordre de ses supérieurs concernant cette visite ou le cadre dans lequel elle devait se dérouler. Il a toutefois invité le Rapporteur spécial à revenir le lendemain matin. Le 23 septembre au matin, le Rapporteur spécial et son équipe sont retournés au commissariat de Kikuyu et se sont de nouveau heurtés au refus du même officier de police. Après cet incident, le Directeur général de la police a chargé un sous-directeur d'accompagner le Rapporteur spécial dans sa mission pour lui permettre d'avoir

accès à tous les commissariats et lieux de garde à vue. Le Rapporteur spécial tient à remercier le Sous-Directeur, dont la coopération lui a grandement facilité la tâche.

21. Dans la plupart des locaux de détention qu'il a visités, le Rapporteur spécial a constaté un sérieux problème de surpeuplement. Les détenus se plaignent du manque de place et d'air. Au commissariat de Kikuyu, le surpeuplement des lieux était manifeste lors de la visite du Rapporteur spécial. Dans l'une des trois cellules d'une superficie environ de 15 m² environ, 13 hommes étaient détenus. Selon l'un d'entre eux, qui était là depuis 12 jours, plus de 40 personnes se trouvaient détenues en même temps dans cette cellule quelques jours auparavant. Comme les trois cellules étaient pleines d'hommes, 9 femmes et 2 nourrissons devaient coucher sur des couvertures dans le petit couloir séparant les cellules, sous la surveillance directe des policiers de garde et, par conséquent, sans aucune possibilité de préserver leur intimité. Au commissariat de Thika, la capacité officielle des cinq cellules, selon le registre, est de 150 détenus; lors de la visite du Rapporteur spécial, elles en renfermaient 129. Le taux maximal d'occupation n'était donc pas atteint mais dans toutes les cellules, à l'exception de celle réservée aux femmes; il était impossible pour les détenus de s'allonger la nuit. Un détenu a déclaré que, la veille, sa cellule renfermait une quarantaine de personnes; il n'en restait que 12 lors de la visite du Rapporteur spécial et trois personnes s'étaient évanouies par manque d'air. Lors de la visite du Rapporteur spécial au commissariat central de Garissa, le 27 septembre, les deux cellules d'environ 10 m² chacune étaient vides. Selon les registres, ces deux cellules réunies renfermaient 72 personnes le 23 septembre.

22. Aucune des cellules visitées ne contenait du mobilier, si ce n'est les couvertures qui étaient apparemment distribuées aux détenus la nuit et, de temps à autre, des paillasses. La plupart des détenus dormaient à même le sol en béton. Il y a lieu de noter que toutes les cellules visitées étaient relativement propres, mais sentaient mauvais. En fait, la plupart des locaux de garde à vue n'avaient pas de toilettes et les détenus ne disposaient que d'un seau qui, ont-ils dit, était vidé régulièrement. Les possibilités de prendre un bain étaient très limitées, voire inexistantes. Certaines cours de commissariat étaient équipées de douches rudimentaires. La plupart des cellules étaient mal ventilées et éclairées.

23. Selon les diverses autorités rencontrées au cours de la visite des postes de police, les différentes catégories de détenus étaient clairement séparées. Dans tous les locaux de garde à vue où des femmes étaient détenues lors du passage du Rapporteur spécial, c'est-à-dire dans les commissariats de Kikuyu, de Thika et de Njoro, les femmes étaient effectivement séparées des hommes. Les suspects mineurs étaient généralement placés dans la cellule pour femmes. Mais les détenus n'étaient pas séparés en fonction de la gravité du délit qui leur était reproché et des récidivistes étaient mêlés à des suspects arrêtés pour la première fois.

24. Si l'on excepte le commissariat de Thika, la plupart des détenus interrogés par le Rapporteur spécial avaient subi des tortures ou d'autres mauvais traitements et portaient sur le corps des marques visibles et récentes tendant à corroborer leurs allégations (voir annexe). Dans les bureaux des agents du Département des enquêtes criminelles (CID) de Kikuyu, Njoro et Garissa, le Rapporteur spécial a vu des fouets, des bâtons en bois et des tuyaux de caoutchouc correspondant aux descriptions faites par les victimes présumées. Aucune explication n'a été donnée quant à la présence de tels instruments dans les locaux de la police. Certains agents ont affirmé qu'il s'agissait

de pièces à conviction, mais aucun de ces instruments ne portait d'étiquette d'identification pouvant amener le Rapporteur spécial à penser que cette explication était plausible.

25. Le 27 septembre, le Rapporteur spécial a visité le commissariat central de Garissa. Lors de cette visite, les deux cellules du commissariat étaient vides, mais le registre indiquait que le matin même, 17 personnes y étaient encore détenues. Selon les indications du registre, une personne avait été transportée à l'hôpital, une autre transférée au commissariat de Thika, cinq autres avaient été libérées et neuf avaient été présentées au tribunal. Aucune indication n'était portée face au nom d'un détenu, Ali Mohammed Hassan (voir annexe), et le Rapporteur spécial n'a pu obtenir des policiers présents, y compris le responsable de police de district, aucune précision quant à ce qu'il était advenu de cette personne. Le Rapporteur spécial a signifié au responsable de police de district qu'il voulait voir le détenu en personne, puisque celui-ci n'avait été apparemment ni libéré ni transféré dans un autre commissariat ou établissement pénitentiaire. Plusieurs heures après, Ali Mohammed Hassan a finalement été ramené au commissariat par des policiers. Il a dit au Rapporteur spécial qu'on l'avait caché dans le bureau du chef où se trouvait encore un autre homme, Abubakar Abdi Noor (voir annexe), qui était dans un état de santé critique. Selon le registre, Abubakar Abdi Noor avait été présenté au tribunal le 27 septembre mais, contrairement, aux autres suspects présentés au tribunal, il n'était pas précisé quand le transfert avait eu lieu. Le Rapporteur spécial a informé le responsable de police de district qu'il ne quitterait pas le commissariat avant d'avoir vu cette personne. Ce n'est qu'à 2 h 30 du matin qu'Abubakar Abdi Noor a été amené devant le Rapporteur spécial. Les policiers présents n'ont donné aucune explication mais ont néanmoins admis que les deux hommes avaient été détenus dans le bureau du chef. Le Rapporteur spécial considère que ces deux personnes avaient été délibérément soustraites à sa vue pour qu'il ne se rende pas compte des traitements qu'elles avaient subis et que d'autres détenus avaient peut-être été libérés ou transférés en d'autres lieux pour la même raison. Ses soupçons sont renforcés par le fait que deux personnes qui avaient été détenues au commissariat de Garissa et avaient été transférées à la prison centrale de cette ville, le 24 septembre, Issa Suko Abdi et Abdurashid Hassan (voir annexe), auraient été torturées pendant leur garde à vue au commissariat.

26. Enfin, la personne qui avait été transportée à l'hôpital (et dont le Rapporteur spécial connaît le nom) avait été arrêtée le 15 septembre parce qu'elle était soupçonnée de vol à main armée. À cette date, le livre de bord indiquait qu'elle avait été blessée par balle au bras droit. Toujours selon le livre, elle aurait été transportée à l'hôpital afin d'y être soignée le 23 septembre, puis ramenée dans sa cellule le même jour. Alors que le registre des gardes à vue indiquait qu'elle était malade depuis le 24 septembre, elle n'avait été transportée à l'hôpital général de Garissa que le jour de la visite du Rapporteur spécial au commissariat central, le 27 septembre. Le Rapporteur spécial et son équipe lui ont rendu visite à l'hôpital le lendemain mais son état de santé ne leur a pas permis de s'entretenir avec elle. Selon le médecin qui avait pratiqué l'opération, un plâtre avait été appliqué sur ses blessures ouvertes, ce qui avait provoqué une infection, mais il n'était pas envisagé de l'amputer du bras.

27. Le Rapporteur spécial a félicité tous les agents de police pour le sérieux avec lequel ils tenaient un livre de bord détaillé et un registre d'occupation des cellules, nonobstant les discordances graves entre l'état réel des détenus et les annotations figurant dans ces documents. Selon le Directeur général de la police, ces deux documents sont vérifiés chaque jour par le responsable de service au commissariat, qui peut donc ainsi vérifier si ses subordonnés respectent

le règlement et prennent les mesures disciplinaires qui s'imposent en cas de besoin. En outre, le responsable de service est également tenu de visiter régulièrement toutes les cellules pour s'enquérir de l'état de santé des détenus⁵. Le Rapporteur spécial estime que les officiers de police supérieurs responsables de la plupart des commissariats où il s'est rendu ne se sont pas convenablement acquittés de leur mission de supervision ou n'ont pas pris les mesures appropriées.

1. Torture aggravée par la privation de soins médicaux

28. Le 22 septembre, au commissariat de police de Kikuyu, le Rapporteur spécial a interviewé deux jeunes filles, Mary Njeri (17 ans) et Zippora Ndiko (15 ans), qui avaient les pieds manifestement enflés et portaient aux jambes des marques visibles de mauvais traitements, blessures ouvertes et hématomes notamment (voir annexe). Elles auraient été arrêtées le 17 septembre, parce que soupçonnées d'avoir participé à un détournement d'automobile, et emmenées au commissariat le 19 septembre. Malgré leurs requêtes et leur état physique, la mention "Semble en bonne santé" était inscrite à côté de leur nom dans le livre de bord, et des soins médicaux leur avaient été refusés. Le Rapporteur spécial a fait part de sa grave préoccupation au responsable de service et demandé que des soins médicaux appropriés soient immédiatement dispensés aux deux jeunes filles. Le 28 septembre, lorsque le Rapporteur spécial est retourné au commissariat de Kikuyu, les deux jeunes filles l'ont informé qu'après son départ elles avaient été convoquées par le responsable de service, qui leur avait demandé de répéter ce qu'elles avaient dit au Rapporteur spécial. Elles auraient alors été informées qu'en dépit de l'intervention du Rapporteur spécial, elles ne pouvaient espérer aucune assistance et auraient été renvoyées dans leur cellule sans recevoir de soins. Il convient de noter que les deux jeunes filles ont été détenues dans trois commissariats de police successifs, sans être soignées dans aucun. Après sa seconde visite, le Rapporteur spécial a reçu des assurances de la part de hauts fonctionnaires de la police que les deux jeunes filles recevraient promptement les soins médicaux dont elles avaient besoin.

29. Au commissariat de Njoro, le Rapporteur spécial a remarqué la présence dans la cellule d'au moins trois personnes qui nécessitaient des soins médicaux urgents (voir annexe : affaire Julius Odhiambo Odienja *et al.*) et noté que la plupart des autres détenus portaient des marques visibles de mauvais traitements graves. Sept détenus, parmi lesquels les trois dont l'état de santé semblait très inquiétant, avaient été arrêtés les 21, 22 et 23 septembre et emmenés au commissariat de Menengai, où ils auraient été torturés avant d'être transférés, le 24 septembre, au commissariat de Njoro. Dans le registre d'occupation des cellules de Njoro, leur nom était suivi de la mention "Semble en bonne santé", tandis que dans le livre de bord, il était écrit : "Tous mis en cellule avec des blessures au visage et aux jambes et des taches de sang sur les vêtements; fouillés et placés en cellule en état de souffrance". Selon le témoignage de ces détenus, le responsable de service au commissariat de Njoro ne serait jamais venu les voir. Sur la demande du Rapporteur spécial, six détenus ont été immédiatement transportés à l'hôpital et promesse a été faite que les autres seraient également hospitalisés le lendemain matin. Selon les renseignements recueillis, les responsables de service aux commissariats de Menengai et de Njoro faisaient l'objet d'une enquête au moment où le Rapporteur spécial a quitté le pays. Lors de l'établissement du présent document, le Rapporteur spécial n'avait reçu aucune information quant au résultat de ces enquêtes.

30. Ces deux incidents graves, ainsi que les informations recueillies par le Rapporteur spécial au cours de sa mission, amènent celui-ci à penser que sont bien fondées les inquiétudes des organisations non gouvernementales et des médecins privés concernant le peu d'empressement que les policiers mettent à accorder les soins médicaux appropriés aux détenus qui en ont besoin.

2. La "Brigade volante"

31. Selon des informations émanant de sources non gouvernementales, la "Brigade volante", unité dont la création n'est expressément prévue dans aucun texte, a été constituée en 1995 en réaction à une recrudescence de vols de voitures dans les villes, à Nairobi en particulier. Les membres de cette brigade seraient recrutés parmi les agents du CID et de l'Unité de service général. Ils auraient pour quartier général les commissariats de police de Pangani, à Nairobi, et de Makuyu, dans le district de Thika. De nombreux cas graves de torture, dans lesquels des membres de la "Brigade volante" seraient impliqués, ont été signalés au Rapporteur spécial avant sa visite et pendant celle-ci (voir annexe). Selon des allégations, l'inspecteur principal de cette unité spéciale (dont le Rapporteur spécial connaît le nom) est impliqué dans un grand nombre d'affaires. Selon les renseignements recueillis, les personnes arrêtées par la "Brigade volante" et emmenées dans les commissariats de police sont maintenues au secret pendant de longues périodes, puisque la police prétend que ces détenus ne relèvent pas de sa compétence et refuse donc de laisser quiconque les voir.

32. Le Ministre d'État aux affaires intérieures a insisté sur la difficulté de la tâche confiée à la "Brigade volante", qui consiste à appréhender des criminels très violents. Il s'est dit satisfait de la manière dont elle s'acquittait de ses missions. Il a néanmoins reconnu que quelques innocents avaient peut-être malencontreusement fait les frais de ces opérations. Il a par ailleurs indiqué que certains membres de la "Brigade volante" avaient fait l'objet de mesures disciplinaires.

3. La police administrative

33. Selon des informations émanant d'ONG, il arrive souvent que des personnes soient détenues par la police administrative, qui prête son concours à la police nationale, sous l'autorité de chefs, de responsables de district et, au plus haut niveau, du directeur de la police de la province. Le Directeur de la police de la province de Nakuru a toutefois expliqué au Rapporteur spécial que, sur le plan opérationnel, les agents de la police administrative relevaient du chef de la police de la province. Ils étaient habilités à arrêter des suspects mais étaient tenus de les emmener immédiatement au poste de police le plus proche, le pouvoir de détention étant du ressort exclusif de la police nationale. Toutefois, selon certaines allégations, les personnes arrêtées sont souvent emmenées au bureau du chef ou du responsable de district, où elles sont maintenues arbitrairement en détention et, selon les informations reçues par le Rapporteur spécial, souvent soumises à la torture (voir annexe). Il convient de noter que les locaux réservés au chef de la police administrative avaient été utilisés à Garissa pour soustraire deux personnes à la vue du Rapporteur spécial (voir plus haut, par. 25). En outre, les chefs et les responsables de district organiseraient souvent des "tribunaux kangourous", qui infligent des amendes aux détenus, lesquels, s'ils ne sont pas en mesure de payer, sont souvent brutalisés par la police administrative.

34. Les autorités de la province de Nakuru ont indiqué au Rapporteur spécial qu'en raison du manque de moyens de transport, la police administrative n'était pas toujours en mesure de

transférer immédiatement une personne dans un commissariat, en particulier dans les zones les plus reculées. Elles ont reconnu que certains passaient parfois la nuit dans le bureau du chef ou du responsable de district, mais ont souligné qu'un chef ou un responsable de district qui aurait détenu un suspect plus de 24 heures ferait l'objet de mesures disciplinaires. Selon le Procureur général, la détention d'une personne par la police administrative constituait un abus de pouvoir et le Secrétaire permanent à la sécurité intérieure a indiqué qu'il lui était arrivé de prendre des sanctions pour abus de pouvoir à l'encontre de chefs et de responsables de district. Aucun cas précis n'a été mentionné. Selon la plupart des interlocuteurs officiels consultés, le fait que la police administrative doit signaler au directeur de la police de la province, toutes les 12 heures, le nombre de personnes qu'elle a arrêtées constitue une garantie suffisante que personne n'est arbitrairement détenu par cette police.

35. Les plaintes contre la police administrative seraient examinées par la police nationale. De manière plus générale, les plaintes contre les autorités des provinces sont toujours renvoyées aux autorités nationales. Ainsi, après l'incident d'Eldoret, en avril 1999, au cours duquel Isaac Mwaniki Gitari (voir annexe) est mort, semble-t-il, sous la torture, le représentant du Procureur général à l'échelon de la province a ordonné une enquête, dont les résultats n'étaient pas encore connus au moment de l'établissement du présent rapport.

C. Informations concernant les prisons

36. Le mandat du Rapporteur spécial ne prévoit pas une description et une analyse exhaustives des conditions de détention. Toutefois, comme ce fut le cas lors des missions qu'il a effectuées dans d'autres pays, le Rapporteur spécial a profité de sa présence au Kenya pour visiter les prisons de Nakuru et de Garissa, essentiellement afin de rencontrer des personnes susceptibles de témoigner du traitement qui leur avait été réservé avant leur incarcération. Il regrette de ne pas avoir été autorisé à visiter la prison de haute surveillance de Kamiti, malgré sa demande officielle, qui avait été acceptée par le Directeur de l'administration pénitentiaire, et une attente de deux heures devant la porte de l'établissement.

37. Toutes les ONG ont déploré les difficultés d'accès aux prisons, bien que la loi relative à l'administration pénitentiaire n'interdise pas expressément l'accès de membres de la société civile aux établissements. Le Rapporteur spécial a donc obtenu peu d'informations sur les conditions de détention. Même les avocats avaient, semble-t-il, du mal à rencontrer leurs clients. Lorsqu'ils y étaient autorisés, ils devaient se tenir dans un local particulier et ne pouvaient donc pas se faire une idée des conditions de détention. Les magistrats, qui étaient censés se rendre régulièrement dans les prisons, ne le faisaient guère, disait-on. Par exemple, d'après le registre que le Rapporteur spécial a consulté, les dernières visites d'un magistrat à la prison centrale de Nakuru dataient du 3 décembre 1998 et du 23 octobre 1995.

38. Le Directeur de l'administration pénitentiaire a indiqué au Rapporteur spécial qu'il serait heureux d'avoir des contacts avec des organisations non gouvernementales kényennes. Il a précisé que les brochures des ONG sur les droits des prisonniers avaient été largement distribuées dans les prisons et émis des doutes sur l'information selon laquelle les ONG n'avaient pas accès aux prisons. Il a ajouté que, si des ONG étrangères avaient accès aux prisons kényennes, comme c'était effectivement le cas, il ne voyait pas pourquoi l'accès en serait refusé aux ONG locales. Selon des

informations reçues d'ONG internationales, celles-ci n'avaient pu pénétrer dans les prisons kényennes, malgré des demandes répétées.

39. Selon des sources non gouvernementales, les prisonniers ont du mal à obtenir des médicaments. Le fait que la plupart des services médicaux disposent de ressources très limitées n'est pas sans incidences à la fois sur la quantité et sur la qualité des médicaments fournis. Les prisonniers qui réussissent à en obtenir doivent fréquemment les payer. Lorsque les détenus ou des membres de leur famille n'ont pas les moyens de payer le traitement médical prescrit, celui-ci leur est refusé ou n'est pas à la hauteur. Le Rapporteur spécial a également reçu des informations selon lesquelles les médicaments prescrits étaient inadaptés aux besoins; ainsi, seuls les antalgiques étaient dispensés alors que l'état du malade nécessitait un traitement intensif.

40. À propos de l'insuffisance des soins médicaux signalée, le Directeur de l'administration pénitentiaire a indiqué que chaque prison avait un dispensaire et un centre médical. Le personnel médical des prisons était sous la tutelle du Ministère de la santé (le reste du personnel relevant du Ministère de l'intérieur); toutefois, comme l'a indiqué le Directeur, hormis à Nairobi, rares étaient les prisons qui disposaient d'un médecin, celles-ci étaient donc tributaires du médecin du district. Selon les ONG, ce dernier ne consultait que très occasionnellement des prisonniers. Tous les détenus bénéficiaient de soins médicaux gratuits, a déclaré le Directeur, qui a souligné que le Ministre des affaires intérieures avait accordé des crédits d'urgence pour l'achat de médicaments, en cas de besoin. Selon le médecin, présent lorsque le Rapporteur spécial a visité la prison de Nakuru, il n'y avait pas de pénurie de médicaments.

41. Il convient de faire observer que le Règlement pénitentiaire prévoit un examen médical à plusieurs occasions : "a) lorsque le prisonnier est incarcéré...; c) avant que le prisonnier ne subisse un châtiment corporel ou tout autre châtiment susceptible d'affecter sa santé, le médecin devant alors certifier qu'il est apte à subir le châtiment prévu...; e) avant que le prisonnier ne soit libéré"⁶. La règle 26 dispose que "le médecin : a) voit chaque prisonnier au moins une fois par mois, [et] ... d) inspecte, au moins une fois par mois, l'ensemble de la prison, en accordant une attention particulière au matériel de cuisine et à l'équipement sanitaire". Selon le témoignage de détenus, ces règles n'étaient pas respectées.

42. En ce qui concerne l'imposition de châtiments corporels par les autorités de la prison à titre de sanction disciplinaire⁷ (châtiments qui ne sont pas en contradiction avec l'interdiction de la torture prévue dans la Constitution - voir par. 52 ci-dessous), le Directeur de l'administration pénitentiaire a indiqué qu'au cours des 10 dernières années il n'avait jamais eu l'occasion de confirmer une recommandation visant à ce qu'un châtiment corporel soit infligé pour faute disciplinaire (le paragraphe 2 de l'article 55 de la loi relative à l'administration pénitentiaire appelle cette confirmation). Le Rapporteur spécial a été informé que ce type de châtiment devait être subi en présence d'un médecin (voir par. 41 ci-dessus). Le Directeur a également signalé au Rapporteur spécial que, depuis 1985, la peine de mort faisait l'objet d'un moratoire⁸.

43. Il existe 78 prisons au Kenya, pouvant recevoir 15 000 prisonniers; or, selon des informations récentes parues dans la presse, ceux-ci seraient plus de 50 000⁹. Le Directeur de l'administration pénitentiaire a reconnu que le surpeuplement carcéral, ainsi que l'accès à l'eau potable, étaient les principaux problèmes auxquels le système pénitentiaire kényen était confronté. Il a ajouté que le problème du surpeuplement était aggravé par la lenteur du système judiciaire, qui

allongeait considérablement la détention provisoire d'un grand nombre de prévenus, ainsi que par un manque de crédits. Il a fait valoir que les agents de l'administration pénitentiaire avaient reçu une formation dans le domaine des droits de l'homme. Il pouvait se produire des cas isolés de violation des droits de l'homme dans les prisons, mais toute violation des droits de l'homme qui avait pu être commise dans le cadre du système avait, à son opinion, fait l'objet d'un suivi.

44. Lors de la visite du Rapporteur spécial, la prison centrale de Nakuru accueillait environ 500 prisonniers, pour une capacité officielle de 600 détenus. Le Commissaire de la province et le Directeur de la prison de Nakuru ont indiqué que l'établissement avait accueilli jusqu'à 800 prisonniers en décembre 1998. Le Rapporteur spécial n'a cependant pas été autorisé par les responsables à consulter le registre de l'établissement, sous prétexte que le bureau dans lequel il se trouvait était fermé et qu'il était impossible de l'ouvrir le samedi. Dans le bâtiment de la documentation, le Rapporteur spécial a remarqué un tableau sur lequel étaient portées les mentions suivantes : "prisonniers condamnés : 893; prévenus ordinaires : 327; prévenus passibles de la peine capitale : 84; vol accompagné de violence : 74; créanciers civils : 2; détention pour raisons de sécurité : 4; nombre total de prisonniers : 1 384". Le Directeur a expliqué que ces chiffres concernaient le nombre de personnes qui avaient été incarcérées depuis le début du mois, ce qui signifiait que plus de 800 personnes avaient été soit transférées dans un autre établissement, soit libérées, puisque l'on avançait que 500 personnes seulement étaient alors incarcérées à Nakuru. Selon les témoignages de détenus et des informations émanant d'ONG, un grand nombre de prisonniers - qui pouvait atteindre les 400 - avaient été transférés dans d'autres établissements trois jours avant la visite du Rapporteur spécial, et une centaine aurait été transférée vers 1 heure du matin, dans la nuit précédant cette visite. Plusieurs détenus ont indiqué que le nombre de personnes incarcérées dans leur bloc avait ainsi été réduit de moitié. Lorsque le Rapporteur spécial a interrogé les responsables de la prison au sujet de l'éventuel transfert de prisonniers avant sa visite, il lui a été répondu que l'on procédait chaque semaine à de tels transferts. Il ne fait aucun doute pour le Rapporteur spécial que les informations qu'il a reçues de détenus qui n'avaient aucune raison de s'attendre à être interrogés par lui, ainsi que d'ONG étaient plus crédibles que les explications du Directeur.

45. Les autorités de la province du Nord-Est ont indiqué que les trois prisons de la province Garissa, Wajir et Mandera ne connaissaient pas de problème de surpeuplement; la question de la criminalité étant réglée de manière informelle au sein des communautés ce qui pouvait expliquer cette situation. Lors de la visite du Rapporteur spécial, la prison centrale de Garissa accueillait 350 détenus environ, chiffre qui était réputé représenter sa capacité officielle.

46. La règle No 5 de la Réglementation pénitentiaire prévoit que "des dispositions seront prises dans toutes les prisons pour que, dans la mesure du possible, les prisonniers de différentes catégories soient effectivement séparés les uns des autres à tout moment". Ces catégories sont les suivantes : jeunes prisonniers, catégorie composée de condamnés pour infraction pénale, apparemment âgés de moins de 17 ans; catégorie "étoile", composée d'auteurs d'infractions pénales, faisant l'objet d'une première condamnation ou se distinguant par leur bonne conduite; catégorie ordinaire, regroupant tous les autres condamnés pour infraction pénale; prévenus, catégorie composée de personnes en détention provisoire. En outre, les personnes condamnées à plus de cinq ans de prison sont transférées dans des prisons de haute surveillance. Tous les responsables que le Rapporteur spécial a rencontrés ont indiqué que les détenus des différentes catégories étaient strictement séparés : les hommes des femmes, les adultes des mineurs, et les

personnes en détention provisoire des condamnés (d'après les informations reçues, les personnes en détention provisoire sont généralement incarcérées; la police peut toutefois demander au magistrat de prolonger leur garde à vue afin qu'elles puissent collaborer à l'enquête). Au cours de ses visites, le Rapporteur spécial a pu constater que ces règles de séparation étaient généralement respectées.

47. La prison centrale de Nakuru est composée de neuf blocs réservés aux prisonniers condamnés. Dans chaque bloc, d'une propreté irréprochable, se trouvaient 17 matelas sur lesquels une couverture était pliée. Il y avait également, sur la plupart des matelas, un livre de prière, et, parfois, une fleur. Dans quelques cellules un matelas était réservé, disait-on, aux prisonniers musulmans. On a expliqué au Rapporteur spécial que les prisonniers devaient se partager les matelas; en effet, malgré les demandes des responsables, le nombre n'en était pas suffisant. Chaque bloc avait des installations sanitaires très propres, y compris une douche, avec des rouleaux de papier hygiénique et du savon. Tous les prisonniers condamnés portaient des uniformes propres, et les personnes en détention provisoire leurs propres vêtements. Il convient de noter que les prévenus passibles de la peine capitale portaient également des uniformes, alors qu'ils auraient dû être présumés innocents jusqu'au jugement de condamnation. Les autorités de la prison ont justifié cette mesure en expliquant que ces personnes seraient, selon toute vraisemblance, maintenues en détention pendant une période plus longue que les autres prévenus.

48. À Nakuru, le Rapporteur spécial a également visité la bibliothèque de la prison, dans laquelle 80 prisonniers environ auraient suivi des cours depuis janvier 1999, l'atelier où 10 prisonniers fabriquaient, lui a-t-on dit, des articles en bois vendus au dehors, ainsi que le dispensaire où un infirmier qui était présent 24 heures sur 24, avait des médicaments à sa disposition. Un bloc distinct était censé abriter les prisonniers malades, en particulier les tuberculeux : 22 détenus s'y trouvaient lors de la visite du Rapporteur spécial. Sept suspects mineurs étaient détenus dans le bâtiment de la documentation mentionné précédemment. Deux garçons, âgés de 14 ans et 15 ans, ont affirmé qu'avant d'être transférés dans cette prison ils avaient été détenus au siège de la police de Nakuru ainsi qu'au poste de police de Ravin pendant 11 et 20 jours, respectivement; l'un était soupçonné de vagabondage et l'autre de vol. Seul le premier avait été présenté au juge. Les familles, supposait-on, n'étaient pas au courant de l'arrestation des adolescents.

49. Le Rapporteur spécial a aussi visité la section de la prison centrale de Garissa réservée aux femmes, dont les blocs étaient complètement séparés de ceux des hommes. Tous les gardes étaient des femmes, y compris la responsable de la section. Lors de la visite, 50 prisonnières condamnées partageaient 22 matelas dans deux blocs, et 56 prévenues 16 matelas dans deux blocs. Au moins six femmes avaient avec elles un bébé.

50. Le Rapporteur spécial avait choisi au hasard les prisonniers avec lesquels il s'est entretenu à la prison de Nakuru. Il convient de souligner que tous craignaient des représailles de la part des surveillants. En effet, on leur avait enjoint de ne pas parler de leurs conditions de détention. Ils ont néanmoins indiqué que des changements avaient été récemment opérés en vue de la visite du Rapporteur spécial. Ainsi, la qualité de la nourriture était nettement meilleure le jour de sa visite : des légumes avaient été ajoutés au traditionnel "*ugali*" (mélange de farine de maïs et d'eau). Les responsables de la prison ont rejeté ces dires. À propos de la nourriture, ils ont confirmé que les prévenus recevaient la moitié de la ration distribuée aux condamnés. Ce traitement se justifiait

par le fait que les premiers ne travaillaient pas. Selon des sources non gouvernementales, cette situation conduit un certain nombre de prévenus à plaider coupable afin de recevoir une ration normale. Selon les détenus, il fallait la plupart du temps acheter sa nourriture aux cuisiniers. L'accès à l'eau, en particulier à l'eau potable, était toujours, selon les responsables de la prison et les détenus, un problème chronique. Malgré la livraison récente de matelas, c'était surtout le soir que le problème du surpeuplement était le plus manifeste. Selon plusieurs prisonniers, le nombre de détenus dans leurs blocs respectifs était tel que personne ne pouvait bouger.

51. Enfin, le Rapporteur spécial a visité le lotissement où résidaient les surveillants de la prison de Nakuru et il a pu constater dans quelles conditions déplorables le personnel de la prison était logé.

D. Châtiments corporels

52. En ce qui concerne les châtiments corporels prévus dans la peine prononcée par le juge¹⁰, le paragraphe 2 de l'article 74 de la Constitution kényenne dispose que ceux-ci ne sont pas en contradiction avec l'interdiction de la torture visée au paragraphe 1 du même article. Le Procureur général a indiqué qu'une motion avait été déposée au Parlement, en juillet 1999, en vue de supprimer le paragraphe 2 de l'article 74. Il est convenu avec le Rapporteur spécial que les châtiments corporels étaient contraires à l'interdiction de la torture et autres traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants¹¹. Aucune information, en particulier d'ordre statistique, n'a été fournie au Rapporteur spécial concernant la fréquence du recours à ce type de châtiment.

53. Le Règlement relatif à l'éducation (discipline scolaire) de 1972, promulgué en vertu de la loi sur l'éducation au Kenya (1968), autorise le châtiment corporel dans les écoles, sous réserve de certaines restrictions. Il dispose que le châtiment corporel peut être infligé "en cas de négligence constante ou grave à l'égard du travail, de mensonges, d'actes brutaux, d'insubordination caractérisée, d'indécence, d'absentéisme, et dans d'autres cas similaires" (art. 11). L'article 13 stipule que seules peuvent être utilisées une verge "ou une baguette flexible" pour la région fessière, et une lanière "de 4 cm de large au moins" pour la paume de la main; par ailleurs, la punition infligée par le professeur principal ne saurait dépasser six coups. Les articles 12 et 14 énumèrent d'autres conditions à respecter pour infliger un châtiment corporel. L'article 12 stipule que ce type de punition ne peut être infligé qu'en présence du professeur principal ou du chef d'établissement, et qu'il ne peut l'être "qu'après une enquête approfondie, et en dehors des condisciples de l'intéressé". L'article 14 prévoit qu'un rapport doit être établi pour l'administration de tout châtiment corporel. Dans un *Manuel à l'attention des chefs d'établissement du second degré* (1987), le Ministre kényen de l'éducation précise également que les châtiments "ne doivent pas conduire à maltraiter ou à humilier l'élève", qu'ils "doivent être en rapport avec la faute", et qu'ils devraient être adaptés à l'enfant visé. En outre, les enseignants devraient "consulter les parents et les élèves, au besoin".

54. Malgré les diverses garanties prévues dans la législation kényenne et les déclarations du Ministre de l'éducation décourageant l'utilisation de la baguette, le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles, à maintes reprises, les châtiments corporels infligés dans les écoles auraient outrepassé les limites prévues dans le Règlement relatif à l'éducation (discipline scolaire) de 1972 et eu parfois de graves conséquences pour l'intégrité physique et mentale des enfants (voir

annexe). Selon les informations reçues, des recours, visant notamment à ce que des mesures disciplinaires soient prises contre les enseignants qui ont appliqué de façon abusive les dispositions du Règlement, sont rarement intentés par crainte de punitions supplémentaires ou du renvoi de l'établissement, et, lorsqu'ils le sont, n'aboutissent que rarement.

55. D'après les informations reçues, il n'était pas rare que les enseignants infligent des châtiments corporels dans les écoles pour des motifs n'autorisant pas, selon le Règlement relatif à l'éducation (discipline scolaire) de 1972, le recours à ce type de châtiment, par exemple lorsque les résultats scolaires d'un élève ou d'une classe sont occasionnellement insatisfaisants ou qu'il se pose des problèmes de discipline mineurs. En outre, les enseignants se livrent souvent à des actes de violence allant au-delà des dispositions du Règlement, soit en infligeant plus de coups qu'ils n'y sont autorisés, soit en utilisant des instruments proscrits, notamment des baguettes de bambou ou de bois, ou des fouets en caoutchouc, soit encore en donnant, en plus, des gifles et des coups de poing ou de pied à l'enfant. De tels actes portent diversement atteinte aux élèves : coupures et hématomes, traumatismes psychologiques, voire blessures graves, telles que fractures, hémorragies internes, dents cassées ou encore aggravation de maladies préexistantes. Selon les informations reçues, il arrive que des châtiments corporels infligés à un enfant causent sa mort (voir annexe).

56. Le Rapporteur spécial a déjà eu l'occasion d'indiquer que "le châtiment corporel est en contradiction avec l'interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants"¹². Il prend note de l'observation générale du Comité des droits de l'homme selon laquelle "l'interdiction doit s'étendre aux peines corporelles, y compris les châtiments excessifs infligés à titre de sanction pénale ou de mesure éducative ou disciplinaire"¹³. Ce type de châtiment étant prévu dans des textes législatifs annexes, en vertu desquels la responsabilité de l'État est engagée, et eu égard au fait que de tels châtiments sont retenus et appliqués de façon manifestement excessive dans les écoles kényennes, le Rapporteur spécial recommande, sans aucune hésitation, que les règles en question soient immédiatement abrogées et que des poursuites soient rapidement engagées pour coups et blessures ou, selon le cas, pour voies de fait, à l'encontre du personnel scolaire impliqué dans les incidents mentionnés.

II. PROTECTION DES DÉTENUS CONTRE LA TORTURE

A. Questions juridiques

57. Le 21 février 1997, le Kenya a ratifié la Convention de 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. L'article 74 de la Constitution dispose que "nul ne sera soumis ni à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants". Or, ni le code pénal ni le Code de procédure pénale ne contiennent de dispositions explicites concernant la torture. Néanmoins, en novembre 1997, l'article 14 A) 2) et 3) de la loi relative à la police a été amendé comme suit : "2) Aucun agent de police ne soumettra une personne à la torture ou à tout autre traitement cruel, inhumain ou dégradant. 3) Tout agent de police qui viole les dispositions du présent article aura commis un crime". Selon le Procureur général, les dispositions du chapitre V de la Constitution, portant sur la protection des droits fondamentaux et des libertés de l'individu, devraient être définies avec plus de précision, de manière à être conformes aux instruments internationaux. Il a fait observer que c'était là l'une des principales tâches assignées à la Commission de révision de la Constitution kényenne.

58. Il convient de noter que l'article 84 1) dispose que si une personne fait valoir que l'une quelconque des dispositions des articles 70 à 83 garantissant les droits fondamentaux et libertés de l'individu "a été ou est violée ou va vraisemblablement l'être en ce qui la concerne (ou, dans le cas d'une personne détenue, si une autre personne fait valoir une violation desdites dispositions en ce qui concerne la personne détenue), alors, sans préjudice de toute autre mesure prévue par la loi en l'occurrence, cette personne (ou cette autre personne) peut demander réparation auprès de la High Court". Le paragraphe 2 du même article dispose que celle-ci "peut donner les ordres ou directives et délivrer les ordonnances qu'elle estime appropriés aux fins d'appliquer ou de faire appliquer l'une quelconque des dispositions des articles 70 à 83". Enfin, le paragraphe 5 du même article dispose que le Parlement : "b) prévoit des crédits i) pour apporter une aide financière à tout citoyen kényen indigent dont les droits prévus au titre du présent chapitre ont été violés ou pour lui permettre d'engager les services d'un avocat afin de faire aboutir sa réclamation". Selon les informations reçues, la *High Court* a cependant décidé qu'elle n'était pas compétente pour appliquer les dispositions relatives aux droits de l'homme du chapitre V de la Constitution¹⁴.

59. Selon les informations reçues de sources non gouvernementales et rassemblées par le Rapporteur spécial durant ses visites dans les cellules de garde à vue, des personnes sont souvent détenues pendant de longues périodes sans être présentées à un magistrat, bien que l'article 72 3) de la Constitution dispose que "toute personne arrêtée ou détenue ... sera, à défaut d'être relâchée, traduite devant un tribunal aussitôt que possible; si elle n'a pas été traduite devant un tribunal dans les 24 heures qui suivent son arrestation ou le commencement de sa détention, ou dans les 14 jours qui suivent son arrestation ou sa mise en détention lorsqu'il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'elle a commis ou qu'elle était sur le point de commettre un délit punissable de la peine de mort, il appartiendra à quiconque alléguera que les dispositions du présent paragraphe ont été respectées d'apporter la preuve qu'elle a été traduite devant un tribunal aussitôt que possible". La trahison, l'incitation au parjure aux fins de commettre un délit punissable de la peine de mort, le meurtre et le vol à main armée ou la tentative de vol à main armée sont des crimes punissables de la peine de mort¹⁵. La plupart des suspects de vol détenus que le Rapporteur spécial a rencontrés étaient enregistrés comme suspects de vol à main armée, ce qui, juridiquement, permettait donc à la police de les garder en détention pour une période allant jusqu'à 14 jours. La justification présentée par certains agents de police était que seule l'enquête permettrait d'établir s'il s'agissait ou non d'un vol à main armée. La définition du vol à main armée est la suivante : "si le délinquant est muni d'une arme ou d'un objet dangereux ou offensif, ou s'il est en compagnie d'une ou de plusieurs personnes, ou si au moment du vol, ou immédiatement avant ou après, il blesse ou frappe une autre personne ou lui fait subir tout autre acte de violence, il sera condamné à mort". Il a semblé au Rapporteur spécial que beaucoup de cas avaient été classés par la police dans la catégorie des "vols à main armée" uniquement pour qu'il soit juridiquement possible de détenir les personnes concernées pendant une période excédant le délai normal de 24 heures. Selon les ONG et d'après les témoignages reçus par le Rapporteur spécial, c'est pendant cette période initiale que les détenus risquent le plus d'être soumis à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements. En outre, selon de nombreux témoignages recueillis par le Rapporteur spécial, des personnes sont détenues sur la base d'une simple dénonciation. Le Rapporteur spécial a également reçu des informations selon lesquelles on procédait à des arrestations massives à la fin du mois, c'est-à-dire lorsque les travailleurs avaient perçu leur salaire. Il semble qu'extorquer aux intéressés des pots-de-vin soit le mobile de ces arrestations.

60. Selon plusieurs interlocuteurs non gouvernementaux, en particulier des avocats, l'article 72 3) de la Constitution est trop vague : l'expression "aussitôt que possible" constitue un subterfuge auquel la police aurait régulièrement pour retarder la comparution de l'intéressé devant un tribunal. À cet égard, des représentants d'ONG et des détenus rencontrés par le Rapporteur spécial ont affirmé que, souvent, des personnes étaient soit arrêtées tard le vendredi et gardées en détention pendant le week-end avant d'être présentées à un magistrat, soit transférées d'une cellule de garde à vue à une autre; techniquement relâchées, elles étaient de nouveau arrêtées et mises en détention pour une nouvelle période de 24 heures. Le Procureur général a signalé que le Président de la Cour suprême avait, dans une déclaration historique, annoncé que les tribunaux pourraient siéger le samedi afin que le délai légal de 24 heures puisse être respecté. Il aurait également été institué un système selon lequel des magistrats seraient de service le week-end. Toutefois, des ONG ont affirmé que, dans la plupart des cas, il était difficile d'entrer en contact avec ces magistrats. Il convient en outre de noter que des agents de police interrogés par le Rapporteur spécial ont dit qu'à leur connaissance les week-ends et les jours fériés n'entraient pas en ligne de compte dans le délai de 24 heures ou de 14 jours. Mais, selon le Président de la Cour suprême, si une personne est détenue pendant près de 14 jours, la plupart des magistrats demandent automatiquement l'ouverture d'une enquête, eu égard à la durée de la garde à vue. Des ONG et des avocats ont cependant fait valoir que c'était rarement le cas. Enfin, il faut noter que les actions en *habeas corpus* auxquelles on peut avoir recours pour obtenir qu'un détenu soit présenté devant un tribunal sont onéreuses; seules, les très rares personnes ayant les moyens de s'attacher les services d'un avocat pourraient s'en prévaloir.

61. Par ailleurs, des ONG ont attiré l'attention du Rapporteur spécial sur le flou du libellé de l'article 36 du Code de procédure pénale, qui dispose que "lorsqu'une personne est placée en garde à vue, sans mandat d'amener, pour un délit autre que le meurtre ou la trahison, le responsable du commissariat de police visé peut dans tous les cas et doit, si la comparution devant un tribunal approprié ne semble pas possible dans un délai de 24 heures après la mise en garde à vue, examiner l'affaire et, à moins que le délit ne lui semble grave, relâcher l'intéressé après versement d'une caution, avec ou sans sûreté ... mais lorsqu'une personne est maintenue en garde à vue, elle doit être présentée à un tribunal dès que possible". Selon les informations reçues par le Rapporteur spécial, les libérations sous caution étaient très rares. Le Rapporteur spécial est d'avis qu'un grand nombre de personnes qu'il a rencontrées dans des cellules de garde à vue auraient pu bénéficier de cette procédure. D'aucuns ont également affirmé que des procureurs s'opposaient à la libération sous caution au motif que les enquêtes étaient encore en cours.

62. L'article 26 de la loi relative aux preuves dispose : "[une] confession ou un aveu fait par un accusé n'est pas recevable dans une procédure pénale s'il apparaît au tribunal que cette confession ou cet aveu a été obtenu grâce à des pressions, à des menaces ou à des promesses liées aux charges retenues contre l'intéressé...". Pour certains, cette disposition est affaiblie par l'article 31 de la même loi, qui dispose que "nonobstant les dispositions de[s] [l']article 26 ... lorsqu'il est établi qu'un fait a été découvert suite à l'information fournie par d'une personne accusée d'une infraction, quelle qu'elle soit, la part d'information recueillie, qu'elle constitue ou non un aveu, qui se rapporte clairement au fait ainsi découvert, peut être considérée comme un élément de preuve". Le Président de la Cour suprême a cependant souligné que l'expression "peut être" conférait aux magistrats un pouvoir discrétionnaire pour ce qui est de la recevabilité d'informations obtenues par des méthodes viciées. Il a en outre fait valoir que dans le cas de "preuves suspectes" les

procureurs, conscients de ce que les tribunaux ne se fondent pas sur des déclarations forcées ou sur des informations découlant d'aveux obtenus sous la contrainte, se gardent d'aller en justice sans avoir demandé un complément d'information. Les magistrats kényens prenaient, selon lui, un soin particulier à vérifier dans quelles circonstances un aveu avait été obtenu et si les suspects avaient été bien traités lors de la garde à vue.

63. Selon des sources non gouvernementales, les suspects sont souvent reconnus coupables à la suite d'aveux extorqués sous la torture. Dans la pratique, les personnes dont la condamnation est fondée sur des aveux obtenus sous la torture n'ont pas ou guère de recours judiciaires pour obtenir la cassation de leur jugement, bien que la Constitution comme la législation interdisent de recourir à la torture en toutes circonstances. Selon des sources non gouvernementales, des rapports médicaux seraient aussi rarement demandés dans le cadre de poursuites judiciaires. La plupart des suspects ne sont pas représentés par un avocat et ne portent donc pas plainte au sujet des traitements qu'on leur a fait subir, d'autant plus qu'ils ignorent la procédure à suivre pour ce faire.

64. Selon le Procureur général, les aveux peuvent être utilisés à l'audience même s'ils n'ont pas été corroborés par d'autres preuves. Plusieurs interlocuteurs du Rapporteur spécial ont attiré son attention sur la possibilité de modifier l'article 28 de la loi relative aux preuves¹⁶ afin que cette disposition se limite aux aveux faits en la présence d'un magistrat. Le Président de la Cour suprême estime que cela obligerait à accroître considérablement le nombre de magistrats et assure qu'en tout état de cause l'article 28 a) n'est pas utilisé.

B. Accès aux détenus

65. Les avocats se plaignent aussi de se voir souvent refuser l'accès à leurs clients placés avant jugement soit dans des centres de détention provisoire soit dans des prisons, même lorsqu'ils ont en main l'ordonnance d'un juge. La législation ne contient pas de dispositions claires à cet égard, mais les ONG ainsi que le Ministre de la justice reconnaissent que, en partie en vertu du chapitre V de la Constitution, les avocats ont droit en tout temps à un accès immédiat et libre à leurs clients. Or, la police et l'administration pénitentiaire violeraient cette garantie de façon flagrante. C'est ainsi que le journaliste Toni Gachoka, détenu à la prison de haute surveillance de Kamiti, se serait vu refuser l'accès à un avocat pendant deux semaines au moins avant la tentative faite par le Rapporteur spécial de visiter ledit établissement (29 septembre) et qu'il aurait été mis au secret pendant une longue période. Les détenus ne seraient pas non plus informés de leur droit d'avoir un avocat, ce qu'ont confirmé les entretiens que le Rapporteur spécial a eus avec des personnes détenues dans des cellules de garde à vue et avec des avocats de la défense. Plusieurs sources non gouvernementales se sont dites préoccupées par l'absence d'aide judiciaire. En effet, 10 % seulement des délinquants de droit commun, voire moins encore dans les zones rurales, sont représentés par un avocat. Rares seraient les ONG qui oeuvrent dans ce domaine et le barreau kényen ne fournit pas encore d'aide de ce type. Seules les personnes soupçonnées d'infractions punissables de la peine de mort bénéficient de cette aide.

66. Les médecins rencontrés par le Rapporteur spécial ont signalé que vu qu'ils n'avaient aucun droit explicitement garanti par la loi d'avoir accès à des personnes détenues dans des cellules de garde à vue, ils n'étaient que très rarement autorisés à voir ces détenus. Techniquement, les personnes en détention provisoire ont le droit de consulter un médecin de leur choix, mais il

semble que les magistrats ordonnent invariablement que tout examen soit effectué par un médecin appartenant à la fonction publique. Des médecins privés ont confirmé qu'il leur était quasiment impossible d'avoir accès aux prisonniers sans l'ordonnance d'un juge qui, d'après eux, était difficile à obtenir. Même munis de cette autorisation légale, il leur fallait obtenir l'assentiment du médecin de la prison en la présence de qui avait lieu l'examen de leurs clients, qui perdait ainsi tout caractère confidentiel.

C. Procédures de recours

67. Selon des sources non gouvernementales, un grand nombre de cas de torture et d'autres formes de mauvais traitement ne sont pas signalés à la justice. En effet, soit les victimes présumées ou leurs proches ignorent les dispositions prévues par la loi pour demander l'ouverture d'une enquête et porter plainte, soit ils ont peur que le fait de porter plainte leur vaille des représailles. De très nombreux cas de harcèlement ont d'ailleurs été signalés et des militants des droits de l'homme auraient également été visés. Des ONG ont fait valoir que leur réseau de surveillance, en particulier dans les zones reculées, était encore à l'état embryonnaire et qu'en conséquence le phénomène de la torture n'était pas traité avec précision dans leurs rapports. Au demeurant, un grand nombre de victimes présumées étaient réticentes à voir leur nom rendu public, par crainte de représailles. Il en résultait que la plupart des cas étaient passés sous silence.

68. Un autre problème empêche les victimes de la torture de porter plainte : il n'existe pas d'indépendant chargé de mener des enquêtes sur les actes présumés de torture imputés à des membres des forces de l'ordre. Ainsi, les victimes présumées sont censées porter plainte au commissariat de police même où elles ont été détenues et maltraitées. Selon un grand nombre de témoignages reçus par le Rapporteur spécial (voir annexe), elles se trouvaient par conséquent dans l'impossibilité de porter plainte. Plusieurs ONG ont réclamé la création d'un organe indépendant, qui serait chargé d'enquêter sur les violations commises par des membres des forces de l'ordre, ce dont le Ministre de la justice et le Directeur de la fonction publique ont reconnu la nécessité.

69. Le Directeur général de la police a dit au Rapporteur spécial que le règlement de la police contenait des dispositions claires pour ce qui est du traitement des plaintes, qui devaient donner lieu à une enquête rapide et complète. Cette enquête devait toujours être menée par un policier d'un grade supérieur à celui d'inspecteur, ce qui, à ses yeux, garantissait un certain degré d'impartialité. Lorsque le Rapporteur spécial a mis en doute la bonne volonté de coopérer d'agents appartenant au même commissariat que les policiers présumés auteurs des mauvais traitements, le Directeur de la police a rétorqué que l'on pouvait toujours saisir un officier de police de grade plus élevé, c'est-à-dire le responsable du commissariat, voire du district de police ou le Directeur général du district ou de la province. Il a également signalé l'existence dans son propre service d'un département chargé des recours qui pouvait transmettre les cas pertinents au Ministère de la justice. Toutes les plaintes étaient, selon lui, prises très au sérieux par l'ensemble de ses collaborateurs et, à son sens, ce système hiérarchique empêchait toute dissimulation d'affaires.

70. Le Directeur de la police a en outre expliqué que les enquêtes relatives aux plaintes pénales étaient menées par des inspecteurs du CID, sous l'autorité du responsable du commissariat de police. Le dossier contenant les conclusions et les recommandations était remis à ce responsable, qui devait vérifier la qualité de l'enquête et décider des mesures à prendre ou, en cas de doute,

demander des orientations au Ministre de la justice. Par conséquent, il appartenait au responsable du commissariat de veiller à ce que les enquêtes soient menées selon les règles et conformément aux dispositions de la Constitution interdisant la torture. De l'avis du Directeur de la police, les inspecteurs du CID, sachant que la manière dont ils ont mené leur enquête sera examinée par leur supérieur hiérarchique, se gardent de tout abus de pouvoir. De même, lorsque des inspecteurs de police enquêtent sur des plaintes de torture, le contrôle exercé sur eux par la hiérarchie empêche toute dissimulation. Toutes les ONG ayant souligné la nécessité de former les forces de police dans le domaine des droits de l'homme, le Ministre de la justice a fait part de son intention de publier un manuel à cet effet.

71. Le Directeur de la police a également indiqué que les plaignants devaient être informés des mesures prises. Selon les ONG et les témoignages reçus par le Rapporteur spécial, un grand nombre de victimes présumées se plaignent de n'être pas informées des mesures éventuellement prises après le dépôt de leurs plaintes. Selon le Directeur de la police, toutes les morts non naturelles, y compris les décès survenus lors de la garde à vue, devaient être signalées à un magistrat, qui ouvrirait automatiquement une enquête. Il était donc impossible que la police dissimule un cas de décès survenu lors de la garde à vue. S'il existait des preuves solides, des poursuites étaient engagées contre les policiers responsables; à défaut d'indices convaincants, c'était au tribunal de statuer. Interrogé par le Rapporteur spécial à propos de plusieurs décès durant la garde à vue dans lesquels était impliquée en particulier la "brigade mobile", le Directeur de la police a refusé de répondre, faisant valoir qu'il ne connaissait pas les tenants et les aboutissants de ces affaires et qu'il n'était pas autorisé à donner ce genre d'information à une personne de l'extérieur. Il a dit cependant qu'à son avis le nombre de cas signalés dans les médias était exagéré.

72. Par ailleurs, le Président de la Cour suprême a expliqué au Rapporteur spécial qu'à son avis le grand nombre de plaintes pour torture était en partie dû au fait que les prévenus dont les aveux amèneraient le tribunal à les condamner à la prison à vie cherchaient à utiliser des allégations de torture comme moyen de défense. Il a souligné que si de nombreux prévenus soutenaient avoir été torturés, rares étaient les cas avérés. Le Ministre de la justice a fait remarquer pour sa part que certains déposaient des plaintes fictives contre la police pour recevoir une compensation financière de l'État. Pour éviter les abus, il fallait examiner ces plaintes avec circonspection. Quant à lui, lorsqu'il était informé, même par les médias, de cas crédibles de torture ou de mauvais traitements présumés, il ordonnait toujours une enquête. Selon des sources non gouvernementales, le Cabinet du Ministre de la justice répond généralement à toutes les plaintes émanant des ONG, informant celles-ci de la réception de leurs plaintes et de l'ouverture d'une enquête. Il reste que les ONG se plaignent de ne pas recevoir de renseignements complémentaires sur les mesures prises.

73. Le "Rapport d'examen médical", appelé formulaire P3, doit être rempli par le policier qui demande un tel examen et par le médecin qui y procède. Il contient des informations sur l'identité de la victime présumée et les circonstances dans lesquelles la torture aurait été pratiquée, ainsi qu'une description par le médecin des blessures subies en raison des mauvais traitements présumés. À cet égard, selon des sources non gouvernementales, le fait que les médecins utilisent souvent l'expression générale "lésion des tissus mous" pour qualifier toute sorte de lésion pose un sérieux problème lors de la production d'un certificat médical à l'audience. Ce formulaire doit être présenté à la police par les plaignants, leurs proches ou leurs avocats. Selon des ONG et des

victimes présumées, il est souvent "perdu" ou n'est pas produit à l'audience. En l'absence de toute représentation légale des victimes, les médecins sont rarement informés des procédures judiciaires à venir et ne peuvent donc pas produire de document à l'audience si l'original du formulaire P3 n'a pas été soumis par la police. Il semblerait aussi que les médecins soient souvent harcelés ou menacés par la police ou par des fonctionnaires qui veulent les amener à falsifier leur rapport.

74. Le formulaire P3 est demandé à la police, qui souvent refuserait d'en délivrer un au patient voire au médecin, faisant ainsi obstacle au progrès de l'action, faute de preuve. Selon les ONG, la plupart des magistrats n'acceptent comme preuve que le formulaire P3, alors qu'aucune disposition juridique n'empêche les victimes de présenter au tribunal un certificat délivré par un médecin privé. Le Ministre de la justice a confirmé que les victimes présumées pouvaient être examinées par un médecin privé, dont elles pouvaient présenter le certificat médical au tribunal. Reconnaissant les difficultés éprouvées parfois par les victimes présumées à obtenir le formulaire P3, il a admis la nécessité de promulguer des directives pour remédier à cette situation. Le Rapporteur spécial a attiré son attention sur la suggestion faite par plusieurs ONG, à savoir que le formulaire P3 puisse être délivré ailleurs que dans les commissariats de police. Le Directeur de la police a, lui, clairement indiqué qu'il s'agissait là de documents de la police, que celle-ci devait conserver et qu'il ne fallait pas remettre à des civils. Du reste, les policiers étaient censés faciliter l'examen des victimes par un médecin et le formulaire P3 devait donc être conservé dans les dossiers de la police en tant que pièce à conviction à présenter au tribunal.

75. Selon des ONG, les médecins désignés par les pouvoirs publics sont souvent complices des policiers et des procureurs et falsifient les rapports médicaux. Les rapports d'autopsie seraient aussi falsifiés. Néanmoins, il convient de noter que les médecins privés qui sont membres de la Kenyan Medical Association (Ordre des médecins du Kenya) peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires s'il est prouvé qu'ils ont violé la déontologie de leur profession. On ne signale jusqu'à présent aucun cas de ce genre. Il a été créé en avril 1998, au sein de l'Ordre des médecins, un comité chargé de dispenser aux praticiens une formation dans le domaine des droits de l'homme. L'un des principaux sujets de préoccupation de ce Comité a trait au harcèlement dont les médecins feraient l'objet pour établir des certificats médicaux qui ne soient pas accablants pour la police.

76. Selon des ONG, les magistrats rejettent souvent à l'audience les rapports médicaux, y compris les formulaires P3. Des victimes présumées auraient comparu devant le tribunal alors qu'elles étaient visiblement souffrantes et il n'aurait pas été ordonné par le magistrat que des soins médicaux leur soient prodigués. Toutefois, il semblerait que des magistrats ordonnent à l'occasion que des détenus soient transportés à l'hôpital pour y recevoir des soins, mais ces ordres ne seraient pas toujours exécutés par la police ou l'administration pénitentiaire. En revanche, le Président de la Cour suprême a affirmé que les magistrats kényens étaient très scrupuleux en ce qui concerne non seulement l'état de santé des suspects mais également les circonstances dans lesquelles les aveux sont faits, et qu'ils étaient habilités à ordonner l'ouverture d'une enquête si un prévenu présentait des signes de mauvaise santé. Il a également souligné que si la question des mauvais traitements n'avait pas été soulevée à la première audience, rien n'interdisait au plaignant d'en faire état à une étape ultérieure de la procédure.

77. Selon des sources non gouvernementales, l'un des principaux obstacles à la réduction des cas de torture résidait dans les difficultés rencontrées pour former un recours, à savoir le refus de délivrance des formulaires P3 nécessaires pour prouver l'existence de lésions, le fait que le public

croyait que l'examen médical aux fins de l'établissement du formulaire P3 devait être mené par un médecin de l'état et, enfin, les retards et l'absence de conviction qui caractérisent les enquêtes menées par les policiers concernant des collègues.

D. Impunité

78. En décembre 1998, le Ministre d'État chargé de la sécurité intérieure, le major Marsden Madoka, aurait demandé aux Kényens d'"oublier" les nombreux actes de torture perpétrés par les forces de sécurité du pays¹⁷. D'après les informations reçues de sources non gouvernementales, les plaintes faisant état d'actes de torture donnent rarement lieu à des enquêtes complètes et impartiales, si tant est qu'il y ait enquête, et les responsables de l'application des lois soupçonnés d'avoir commis ces actes ne sont que rarement suspendus. Là encore, il convient de souligner qu'en l'absence d'un organe indépendant qui serait chargé d'enquêter sur les cas allégués de torture, la réalisation des enquêtes revient à des agents appartenant au même service que ceux qui sont soupçonnés d'être les auteurs des actes de torture. C'est ainsi que le Ministre des affaires intérieures a admis qu'il était possible que les membres de la police enquêtant sur des actes commis par leurs collègues couvrent ceux-ci. Quoi qu'il en soit, le Procureur général a reconnu que plus de 60 agents des forces de l'ordre étaient poursuivis pour tortures à l'époque de la visite du Rapporteur spécial. Celui-ci a indiqué qu'il souhaiterait avoir des renseignements concernant l'issue de ces affaires. D'après les statistiques portant sur les années 1998-1999 que le Procureur général lui a adressées par lettre du 29 octobre 1999, 134 affaires pénales mettant en cause des agents des forces de l'ordre étaient en instance de jugement, deux faisaient l'objet d'enquêtes, huit concernaient des personnes recherchées par la justice et 63 étaient en état d'être jugées; 103 de ces affaires relevaient d'atteintes à la personne. (Les infractions ci-après sont prises en compte : homicide volontaire, homicide involontaire, viol, coups et blessures, violences illégitimes, lésions corporelles graves, attentat à la pudeur, outrage aux bonnes mœurs, violences contre nature et tentative de meurtre.). Le Rapporteur spécial a aussi reçu des informations selon lesquelles les très rares affaires concernant des cas de torture portées devant les tribunaux ne faisaient l'objet que de procédures civiles. Aucune procédure pénale à l'encontre d'agents des forces de l'ordre ne semble être engagée dans ces cas car les juristes soutiennent que le dossier serait classé sans suite. Enfin, le Rapporteur spécial a été informé par des ONG qu'on constatait une tendance à transférer les membres des forces de police soupçonnés d'être impliqués dans des affaires de torture dans la province du Nord-Est en tant que mesure "disciplinaire"; cela expliquait peut-être le nombre élevé des allégations de torture dans cette région.

79. D'après la jurisprudence, les magistrats doivent tenir "un procès à l'intérieur du procès" lorsqu'un prévenu soutient qu'il ou elle a été torturé. Le Procureur général a confirmé que cela se produisait fréquemment. Les juristes et les ONG soutiennent par contre que cela a rarement lieu et seulement sur l'insistance de l'avocat de la défense. Selon eux, les magistrats devraient s'employer plus activement à mener une enquête lorsque les prévenus qui comparaissent devant un tribunal accusent des signes de torture ou de mauvais traitements. Ils reconnaissent néanmoins que les magistrats sont surchargés de travail et n'ont pas toujours le temps d'établir soigneusement dans quel état de santé se trouvent les prévenus. En outre, il convient de noter que, d'après certaines ONG, "on s'attache alors surtout dans ce type de 'procès' à déterminer si un aveu ou une déclaration a été obtenu sous la contrainte et ne peut donc être utilisé comme élément de preuve devant un tribunal, l'avocat général plaidant en faveur de la recevabilité des éléments de preuve et niant toute allégation de brutalités policières"¹⁸. Si, comme l'a indiqué le Président de la

Cour suprême, d'un point de vue juridique, la charge de la preuve dans ce type de "procès" revient à l'accusation, il semble qu'en pratique la défense doive démontrer que les éléments de preuve n'ont pas été fournis dans le cadre d'une procédure libre et équitable. Enfin, certaines ONG ont fait valoir qu'en tout état de cause ce type de "procès" ne constituait pas une enquête impartiale portant sur des allégations de torture, réalisée par un organisme capable de faire la preuve de son indépendance formelle par rapport à l'autorité responsable de la détention et chargée des interrogatoires et ne devrait donc pas se substituer à une enquête en bonne et due forme, et distincte, concernant les allégations de torture.

80. Le Procureur général a fait observer que les membres de la police accusés d'un délit pénal étaient suspendus. Les membres de la police mis en cause continuaient toutefois d'assurer leurs fonctions pendant la procédure d'enquête. D'après des ONG, il n'y a jamais eu que trois plaintes civiles déposées à l'encontre de membres de la police soupçonnés d'actes de torture, dont deux ont été retenues, l'indemnité due n'ayant toutefois pas encore été versée, selon les informations disponibles.

E. Comité permanent des droits de l'homme

81. Le Comité permanent des droits de l'homme a été créé en mai 1996 par décision de l'exécutif. Le mandat du Comité consiste notamment à enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme, à l'exception de toutes les affaires en attente de jugement, et à éduquer le public en matière de droits de l'homme. Cette dernière fonction est considérée comme essentielle, compte tenu du manque de sensibilisation du public et des agents des forces de l'ordre. Le Comité a aussi été chargé de conseiller le Gouvernement sur les mesures à prendre pour assurer une meilleure protection des droits de l'homme, tels qu'ils sont consacrés dans la Constitution kényenne et dans les instruments internationaux auxquels le Kenya est partie. Enfin, le Comité doit se rendre dans toutes les prisons et autres établissements sous contrôle de l'État, où des personnes se trouvent incarcérées et étudier les conditions de détention pour faire des recommandations tendant à améliorer le traitement des prisonniers. Au moment de la mission du Rapporteur spécial, le Comité avait reçu 418 plaintes, dont 104 avaient donné lieu à des enquêtes. Une fois l'enquête achevée, le Comité peut, entre autres, poursuivre la personne soupçonnée d'avoir violé des droits de l'homme ou recommander au requérant et au Gouvernement ou à tout autre organisme public concerné quelque autre moyen susceptible de faire droit au plaignant ou d'obtenir réparation¹⁹. Le Comité a publié six rapports confidentiels à l'intention du Président. En décembre 1998, il a fait paraître son premier rapport public, qui donne un aperçu général des lois et définitions en matière de droits de l'homme; la question des violations des droits de l'homme n'y a été que brièvement abordée.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Conclusions

82. Le Rapporteur spécial tient à remercier le Gouvernement kényen de son invitation à se rendre dans le pays et des moyens qu'il a mis à sa disposition pour assurer le bon déroulement de sa mission, en organisant notamment des entrevues avec le chef de l'État, des ministres et des fonctionnaires de haut rang. Il est tout particulièrement reconnaissant au Procureur général, M. Amos Wako, d'avoir usé de ses bons offices pour organiser nombre d'entretiens. Généralement parlant ceux-ci s'inscrivaient dans le cadre de son mandat, surtout pour ce qui est de la visite des

commissariats, dont l'une toutefois a été interrompue. Le fait qu'on ait refusé au Rapporteur spécial l'accès à la prison de Kamiti à Nairobi, qui est l'établissement pénitentiaire le plus vaste et le plus important du pays, reste un sujet de préoccupation. Cependant, il ne pense pas que cette lacune l'ait empêché de se faire une idée raisonnablement précise de l'ampleur du problème relevant de son mandat.

83. Le Kenya joue un rôle économique et politique important, non seulement dans l'Est de l'Afrique, mais aussi au niveau du continent. Il est sorti au début des années 90 d'une période caractérisée par un régime à parti unique, le KANU, qui avait conservé la présidence et la majorité au Parlement lors des élections de 1992 et 1997; mais, la vie politique y est chroniquement influencée par des facteurs ethniques et la corruption sévit dans l'économie, le corps politique et même l'administration de la justice. D'ailleurs, à la suite de la décision prise par le Fonds monétaire international de suspendre ses prêts à cause de la corruption, le Gouvernement actuel a récemment constitué une équipe, dirigée par M. Richard Leakey, personnalité de renommée internationale qui était à la tête du Kenya Wildlife Service et se trouve maintenant secrétaire général du Conseil des ministres et directeur de la fonction publique. De vastes pouvoirs lui ont été conférés et il est chargé d'éliminer la corruption au sein de l'État.

84. La partie septentrionale du pays connaît des problèmes particuliers. La région est désertique ou semi-désertique, flanquée par le Soudan à l'ouest, l'Éthiopie au nord et la Somalie à l'est. On constate d'importants mouvements transfrontières de populations qui ont souvent les mêmes origines ethniques, mais ne parlent pas nécessairement le swahili, langue locale la plus répandue au Kenya. Le désordre et la violence qui sévissent dans les pays voisins ont donc des retombées sur le Kenya, ce qui rend extrêmement ardues les tentatives de maintien de l'ordre public dans un environnement physique difficile.

85. Inévitablement, cet état de faits a eu des incidences sur l'aptitude des institutions chargées de l'application des lois à respecter rigoureusement la légalité. La loi elle-même se prête à des abus, qui entrent dans le cadre du mandat du Rapporteur spécial. C'est ainsi que, pour tous les crimes sanctionnés par la peine de mort, qui comprennent le délit de droit commun que constitue le vol avec voie de fait, la police a le droit de garder le suspect en garde à vue pendant une période pouvant aller jusqu'à 14 jours, alors que le délai est de 24 heures pour les autres infractions. En outre, le Rapporteur spécial a eu maintes occasions de constater la véracité d'indications qu'il avait reçues avant et durant la mission, selon lesquelles les limites fixées pour la durée de la détention n'étaient pas toujours respectées dans la pratique. La situation se trouve exacerbée par le fait que la grande majorité des suspects détenus par la police ne bénéficient en fait d'aucune assistance juridique car la plupart d'entre eux n'en ont pas les moyens et seuls ceux qui sont accusés de crimes punissables de la peine de mort ont droit à l'aide judiciaire. Cela est d'autant plus regrettable qu'en vertu d'une disposition du règlement de la police, une allégation formulée par un membre de la société à l'encontre d'un suspect est un élément de preuve suffisant pour justifier la détention de ce dernier. En outre, la police est non seulement chargée de l'enquête médico-légale concernant les plaintes déposées à son encontre, mais elle refuse parfois de délivrer le formulaire P 3 nécessaire pour établir les certificats médicaux relatifs à l'état physique du plaignant.

86. Parmi les interlocuteurs officiels du Rapporteur spécial, plusieurs ont admis qu'au Kenya la police avait toujours traité durement les suspects. Le Rapporteur spécial a appris que ce type

courant de traitement se traduisait par des coups assénés de façon répétée sur toutes les parties du corps au moyen de bâtons, de barres métalliques et de lanières en caoutchouc, qui laissent des marques caractéristiques. Ces passages à tabac, qui ne peuvent qu'occasionner d'intenses souffrances, ont en général pour objet l'apport d'informations ou des aveux. Il semble parfois aussi que ce soit un moyen d'imposer une sanction extrajudiciaire. Compte tenu de ce qui précède, cette pratique, qui est manifestement répandue et systématique²⁰, doit être considérée comme entrant dans la définition de la torture, telle qu'énoncée à l'article premier de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

87. Le Rapporteur spécial veut bien croire que les ministres et les fonctionnaires de rang supérieur, dont certains hauts responsables des forces de police, n'ont peut-être pas pleinement conscience du problème. Cependant, il estime que, au vu des renseignements transmis à maintes reprises aux autorités par lui-même et par des ONG internationales et locales, ce manque de sensibilisation est peut-être bien la marque d'un faible empressement à approfondir la question. Cela s'explique par l'absence de procédures de suivi efficaces et peut-être par le fait que les intéressés pressentent qu'il pourrait être imprudent d'y regarder de trop près. Quoi qu'il en soit, le résultat est un sentiment général d'impunité chez ceux, notamment les membres du CID, qui sont chargés d'enquêter sur les activités présumées criminelles.

88. Il convient de noter certains points encourageants. En premier lieu, la police semble effectuer un travail consciencieux s'agissant de la tenue des dossiers. Ces derniers permettent en effet à tout organe de surveillance accomplissant son travail sérieusement d'établir si une personne est détenue en violation des dispositions de la loi et de suivre les déplacements des détenus. En second lieu, le Service spécial, qui s'occupait des affaires à caractère politique ou intéressant l'ordre public et dont on connaissait la propension à recourir aux moyens de torture les plus horribles, a été dissous. Troisièmement, la presse, aujourd'hui libre et très présente, s'exprime ouvertement sur le sujet des droits de l'homme, y compris lorsqu'il s'agit du traitement des personnes privées de liberté. Quatrièmement, le Comité permanent des droits de l'homme a exprimé sa volonté de s'attaquer à ces problèmes.

89. Pour ce qui est du système pénitentiaire, il ne fait aucun doute qu'il est administré, au plus haut niveau, selon des principes autoritaires et arbitraires qui perdurent du fait qu'il est à l'abri de tout regard extérieur. Les difficultés auxquelles les avocats se heurtent pour rendre visite à leurs clients - il leur faut souvent obtenir une injonction judiciaire à cette fin - en sont un bon exemple, de même que le transfert de nombreux détenus en prévision de la visite du Rapporteur spécial et l'emprisonnement cellulaire du journaliste Tony Gachoka, ou les restrictions d'accès de celui-ci à son avocat. Il ne fait aucun doute que les prisons sont surpeuplées et manquent de ressources, ce qui rend la vie des détenus encore bien plus dure qu'elle ne devrait l'être du fait de leur privation de liberté. Le personnel d'exécution est sous-payé, sous-qualifié et parfois logé dans des conditions faites pour lui ôter toute velléité de compréhension à l'égard des personnes placées sous sa responsabilité.

90. C'est tout à l'honneur de la direction que, malgré le fait que la loi prévoit la possibilité de recourir à des sanctions corporelles en cas d'infractions graves à la discipline, on n'y ait pas eu recours ces dernières années.

91. Le personnel est néanmoins tenu d'exécuter les décisions judiciaires qui ordonnent un châtimement corporel en tant que sanction pénale. Le Rapporteur spécial n'a pas connaissance de statistiques sur l'ampleur du recours à ce type de sanctions, qu'il juge inhumaines et dégradantes.

B. Recommandations

92. En conséquence, le Rapporteur spécial fait les recommandations suivantes :

a) Le Gouvernement devrait veiller à ce que toutes les allégations de torture et de mauvais traitements similaires fassent rapidement l'objet d'enquêtes indépendantes et approfondies, réalisées par un organe en mesure de poursuivre les coupables.

b) Des membres de la police, à un grade au moins aussi élevé que celui de directeur général adjoint, devraient systématiquement se rendre, sans préavis, dans les commissariats pour y effectuer des contrôles rigoureux concernant la légalité de la détention de tous les intéressés, la manière dont ils sont traités et leurs conditions de détention. Tout abus devrait faire l'objet de sanctions disciplinaires et, s'il y a lieu, d'une procédure pénale.

c) Un organe tel que le Comité permanent des droits de l'homme devrait être doté des pouvoirs et ressources nécessaires pour inspecter lorsqu'il le souhaite, quand le besoin s'en fait sentir et sans préavis, n'importe quel lieu de détention, dont l'existence soit officiellement reconnue ou soupçonnée, faire connaître régulièrement ses constatations et présenter les éléments de preuve attestant d'un comportement criminel à l'organe chargé des poursuites et aux responsables des pouvoirs publics dont relèvent les actes en cause; des organisations non gouvernementales dont la réputation est bien établie pourraient être associées à cette tâche.

d) Conformément aux principes directeurs 15 et 16 des Principes directeurs des Nations Unies applicables au rôle des magistrats du parquet²¹, le parquet s'attache tout particulièrement à engager rapidement des poursuites dans le cas d'actes de torture et mauvais traitements similaires commis par des agents des forces de l'ordre et prend des mesures appropriées lorsqu'il reçoit des informations laissant entendre que les éléments de preuve ont été obtenus par de telles méthodes.

e) Lorsqu'il existe des éléments de preuve fiables, selon lesquels une personne a été soumise à des actes de torture ou à des mauvais traitements similaires, une indemnité adéquate doit être versée rapidement; un système devrait être mis en place à cette fin.

f) Le délai de garde à vue dans les cas d'infractions sanctionnées par la peine capitale (14 jours) devrait être aligné sur le délai normal de 24 heures applicable aux personnes soupçonnées d'autres infractions.

g) Les aveux faits par une personne en garde à vue, en dehors de la présence d'un avocat, ne devraient pas pouvoir être retenus contre elle.

h) Toute personne en garde à vue ou placée en détention provisoire qui n'a pas les moyens de rémunérer un avocat devrait pouvoir obtenir une assistance juridique et les avocats devraient être autorisés à rendre immédiatement visite à leurs clients. Le Barreau devrait envisager de mettre en place un système approprié, en coopération avec le Gouvernement.

- i) Les proches d'un détenu devraient être immédiatement informés de l'arrestation de leur parent et pouvoir lui rendre visite.
- j) Il faudrait abolir le monopole de la police sur les formulaires P 3 relatifs aux examens médicaux.
- k) Les magistrats et les juges, comme les membres du parquet, devraient toujours demander aux personnes qui ont été en garde à vue comment elles ont été traitées et être particulièrement attentifs à leur état de santé.
- l) Le système de nomination des magistrats devrait être revu pour assurer une véritable indépendance de l'appareil judiciaire. Le Gouvernement est instamment prié d'envisager d'inviter le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats à se rendre dans le pays.
- m) De manière générale, une plus grande ouverture du système pénitentiaire est nécessaire, de manière à faciliter plutôt qu'à décourager son interaction avec la société civile. En particulier, les restrictions au droit de visite des avocats, médecins et membres de la famille devraient être éliminées. La société civile devrait contribuer en tant que partenaire à l'humanisation d'un système surpeuplé et manquant de ressources. Cela fait, la communauté internationale devrait, elle aussi, être prête à apporter son aide, par exemple sous forme d'activités éducatives et de formation professionnelle.
- n) Les magistrats devraient faire preuve de plus de diligence s'agissant de la visite et de l'inspection des prisons et de plus de retenue dans leurs décisions de mise en détention provisoire des suspects ou de condamnations à des peines privatives de liberté. Cela vaut particulièrement pour les adultes soupçonnés de s'être rendus coupables pour la première fois d'une infraction non violente et pour les mineurs.
- o) Il faudrait immédiatement mettre fin aux châtiments corporels en tant que sanctions pénales. Cela s'applique également, même s'il s'agit d'une pratique obsolète, aux châtiments corporels pour infraction à la discipline pénitentiaire.
- p) Le Gouvernement est invité à envisager favorablement de faire la déclaration prévue à l'article 22 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en vertu duquel le Comité contre la torture peut recevoir des plaintes individuelles émanant de particuliers qui prétendent être victimes d'une violation des dispositions de la Convention. Il est également invité à envisager de ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de sorte que le Comité des droits de l'homme puisse recevoir des plaintes individuelles.
- q) Le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture est invité à examiner favorablement les demandes d'assistance émanant d'organisations non gouvernementales qui s'efforcent de subvenir aux besoins médicaux de personnes qui ont été torturées et d'obtenir réparation pour les préjudices qu'elles ont subis.

Notes

¹ Amnesty International, Rapport annuel 1998.

² Voir Human Rights Watch, "Juvenile injustice" (1997).

³ Commission kényenne des droits de l'homme, *Quarterly/Human Rights*, vol. 1, No 2 (avril-juin 1999), p. 1.

⁴ Voir Amnesty International, "Kenya : un pays pris dans l'engrenage de la violence politique" (AFR 32/19/98).

⁵ Selon le Directeur général de la police, toutes les cellules sont régulièrement visitées par le responsable de police de district et, une fois l'an, par le responsable de division.

⁶ Règlement pénitentiaire du Kenya, Règle 24 (1).

⁷ Le paragraphe 3 de l'article 51 de la loi pénitentiaire (1967) dispose que "tout prisonnier ayant été reconnu coupable, après une enquête régulière, d'une faute grave commise en prison", par un haut fonctionnaire ou un responsable administratif, peut subir, entre autres "a) un châtiment corporel sous forme de coups de baguette n'excédant pas le nombre prescrit". Les articles 54 (examen médical) et 55 (nombre de coups) précisent les conditions dans lesquelles le châtiment corporel dans les prisons peut être infligé. Le paragraphe 2 de l'article 55 prévoit que la peine doit être confirmée par un directeur, qui peut l'accroître, la réduire ou la remplacer par un ou plusieurs autres châtiments qu'il est habilité à prononcer. Le paragraphe 5 de l'article 55 stipule qu'un châtiment corporel ne doit pas être infligé à des prisonnières, à des prisonniers civils ou à des condamnés à mort.

⁸ Selon Amnesty International, les dernières exécutions, qui n'ont pas été annoncées officiellement, ont eu lieu en 1986 (voir le Rapport annuel, 1986).

⁹ D'après Amnesty International il y avait 41 000 prisonniers à la fin de 1996 (Rapport annuel, 1997).

¹⁰ Le Code pénal (1970) énumère un certain nombre d'infractions susceptibles de donner lieu à des châtiments corporels qui s'ajoutent à l'emprisonnement, notamment les suivantes : viol (art. 140), attentat à la pudeur visant une femme (art. 144, 1)), le fait, pour un individu de sexe masculin, de vivre du produit de la prostitution ou du racolage (art. 153), "pratiques indécentes entre personnes du sexe masculin" (art. 165), voies de fait entraînant des dommages corporels effectifs (art. 251), le fait de tuer un animal dans l'intention de voler (art. 289). Le Code pénal prévoit en outre un châtiment corporel dans le cas des infractions ci-après : vol d'un véhicule à moteur (art. 278A), vol domestique, etc. (art. 279), vol qualifié (art. 296, 1)), tentative de vol (art. 297, 1)), cambriolage (art. 304, 2)), préparatifs en vue de commettre un acte délictueux, avec utilisation d'armes (art. 308, 1)).

¹¹ Pour un examen de la question du châtiment corporel, voir le document E/CN.4/1997/7, par. 9 à 11.

¹² E/CN.4/1997/7, par.6.

¹³ Comité des droits de l'homme, Observation générale 20, HRI/GEN/1/Rev.2, par. 5.

¹⁴ Amnesty International, "Kenya - violation of human rights - communications between Amnesty International and the Government of Kenya" (AFR 32/27/97) p. 9.

¹⁵ Art. 40, 60, 220 et 296 2) du Code pénal, respectivement.

¹⁶ Ledit article est libellé comme suit : "Aucun aveu fait par une personne pendant sa garde à vue ne devrait être retenu contre elle, à moins que cet aveu ait été fait en présence :

- a) d'un magistrat; ou
- b) d'un agent de police dont le grade est supérieur ou équivalent à celui d'inspecteur."

¹⁷ Voir communiqué de presse Amnesty International AFR 32/32/98, 4 décembre 1998.

¹⁸ Amnesty International, "Kenya – violations of human rights – communications between Amnesty International and the Government of Kenya" (AFR 32/27/97), p. 12.

¹⁹ Comité permanent chargé de l'élaboration d'une déclaration des droits de l'homme (1998), par. 18.

²⁰ Pour ce qui est du terme "systématique", le Rapporteur spécial s'inspire de la définition utilisée par le Comité contre la torture : "Le Comité considère qu'il y a pratique systématique de la torture lorsqu'il apparaît que les cas de torture rapportés ne se sont pas produits fortuitement en un endroit ou à un moment donné, mais comportent des éléments d'habitude, de généralité et de finalité déterminés au moins sur une portion non négligeable du territoire du pays en cause. D'autre part, la torture peut avoir un caractère systématique sans qu'elle résulte de l'intention directe d'un gouvernement. En effet, celle-ci peut être la conséquence de facteurs que le gouvernement peut avoir des difficultés à contrôler, et son existence peut signaler une lacune entre la politique déterminée au niveau du gouvernement central et son application au niveau de l'administration locale. Une législation insuffisante qui laisse en fait la possibilité de recourir à la torture peut encore ajouter au caractère systématique de cette pratique." (A/48/44/Add.1, par. 39)

²¹ "15. Les magistrats du parquet s'attachent dûment à engager des poursuites dans le cas de délits commis par des agents de l'État, notamment des actes de corruption, des abus de pouvoir, des violations graves des droits de l'homme et autres délits reconnus par le droit international et, lorsque la loi ou la pratique nationale les y autorise, à ouvrir une enquête sur de telles infractions.

16. Lorsque les magistrats du parquet reçoivent contre des suspects des preuves dont ils savent ou ont des motifs raisonnables de penser qu'elles ont été obtenues par des méthodes illicites, qui constituent une grave violation des droits de la personne humaine et impliquent en particulier la torture ou un traitement ou un châtement cruel, inhumain ou dégradant, ou ayant entraîné d'autres violations graves des droits de l'homme, ils refusent d'utiliser ces preuves contre toute personne autre que celles qui ont recouru à ces méthodes, ou informent le tribunal en conséquence, et prennent toutes les mesures nécessaires pour les faire traduire en justice."

Principes directeurs applicables au rôle des magistrats du parquet adoptés par le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui s'est tenu à La Havane (Cuba) du 27 août au 7 septembre 1990.

Annex

SUMMARY OF ALLEGATIONS*

1. **Luka Wafula**, a 66-year-old former teacher and provincial chief, was reportedly asked by three police officers, one from the administrative police, one from the national police and one from the Special Branch, on 21 July 1992 to go to Bungoma to meet with the District Commissioner. The latter is said to have ordered him to go to the office of the Head of the Special Branch. As he entered, around 9.30 p.m., he was reportedly slapped on the face, ordered to sit on the floor and to say everything he had on his mind. Half an hour later, he was taken to a small office where a statement about his personal life was recorded. According to him, he was suspected of involvement with FERA and of having smuggled arms into the country. He was allegedly beaten on his private parts several times by six members of the Special Branch. He was then reportedly detained for seven days. He was allegedly stripped naked, pushed into a cell and left there without food. On the seventh day, he learnt that his brother had been shot dead by the police and he was reportedly allowed to attend the funeral. He is said to have then stayed at home after a brief stay in Uganda and to have repeatedly reported to the police station, where he was told to return home. He was reportedly arrested and interrogated on several occasions: in March 1993 at Bungoma, Webuye and Kakamega police stations, and in May 1993 at Kakamega police station. On 15 March 1995, he was reportedly arrested and taken to Bungoma police station, where he stayed for two days. Then he was reportedly transferred to Nandi Hills police station. At night, he was blindfolded and taken to an unknown location where he was allegedly beaten for two days. He was interrogated by men in suits who allegedly exercised pressure on his back, the soles of his feet and his ankles. He was also reportedly kicked on the chest. He reportedly did not reply to the questions asked him. According to the information received, he was then given painkillers. Seven days later, he was allegedly subjected to the same kind of treatment and interrogated again about his alleged involvement with the February the Eighteenth Resistance Army (FERA) and his leader, for four days. His private parts are said to have been tied to an electric wire and he was allegedly forced to enter a room in which there was a big snake. He was reportedly given hot water to heal his swollen legs. He believes that he was held in Navasha Maximum Security Prison and to have been detained there for 42 days. He was then reportedly taken to Kakamega police station, where a statement is said to have been recorded. He was reportedly charged with breaking into a police station, rape, abduction of children, military involvement with FERA and treason. He is said to have denied all these charges in court. He was put on remand in prison for three months and released on 18 August 1995.

2. **Truphena Obwaka Shirako**, a 51-year-old woman was reportedly arrested in January 1994, accused of stealing from her employer. According to the information received, she was taken to the Langas police station in Uasin Gishu. At the police station, four police officers allegedly inserted a bottle into her vagina. One of the policemen also allegedly inserted his hand into her vagina, apparently saying he was looking for the money. She was later reportedly beaten for five hours. The officers involved were apparently charged with assault and causing bodily harm, but all were reportedly released on bond.

* For ease of reference, the following summaries are presented in a chronological order.

3. **Joseph Barsabas Wekesa**, on behalf of whom the Special Rapporteur sent a communication to the Government in 1996 (see E/CN.4/1997/7/Add.1, para. 293) was reportedly arrested on 4 February 1995 at around 10 p.m. by several persons, including an assistant chief. He was reportedly taken from his compound and was allegedly slapped by a plain clothes policeman. Handcuffed and blindfolded, he was reportedly put in the trunk of a van and was taken to Sirisia police station, where he was detained in a cell infested with mosquitoes. The following day, he was reportedly transferred to Kimilili police station and then to Webuye and Kakamenga police stations. The same night, he was reportedly again transferred, blindfolded, to an unknown location. The following morning, he was interrogated about the February Eighteenth Movement (FEM) and was allegedly severely beaten. A wooden stick is said to have been inserted in the upper part of his back. At the time of the interview (25 September 1999), a mark consistent with this allegation was still visible. He was allegedly tortured for the next 12 days. He was allegedly beaten on all parts of his body, including his private parts and toes, and an electric wire was applied to his hips. Wax from a candle is said to have been dropped on him. He was constantly interrogated while being beaten about the FEM's objectives. On 19 February, he was reportedly blindfolded and taken to Nairobi. He believes he was held in Niati House by the Special Branch. On 22 February, he was reportedly taken to the Nairobi High Court, where, because of the threats he had received while in detention at Niati House, he reportedly did not complain about the ill-treatment he had allegedly been subjected to and agreed to knowing about the FEM. On that basis, he was reportedly sentenced to six years in prison. He was reportedly immediately transferred to Kumi Maximum Security Prison. The following day, his lawyers are said to have filed a complaint with the High Court. The High Court reportedly ordered a medical examination. He reportedly received medical treatment for the next five months. On 21 December, his case was reportedly referred to the Attorney-General and, on 4 January 1996, to the Chief Justice. On 28 January, his sentence was reportedly reduced to two years' imprisonment and on 21 June 1996 he was reportedly released.

4. **Alex Mwangangi Kimongo**, an army officer based at the Nanyuki barracks was reportedly arrested on 17 June 1995 on suspicion that he had participated in a violent robbery of firearms. During the ensuing investigations, he was allegedly tortured by police, which caused him to lose one of his testicles. The robbery case against him reportedly commenced on 25 February 1997 and he was sentenced to death on 4 June 1997.

5. **Hitler Wepukhulu** was reportedly arrested on 30 July 1995 at his home in Lwakaka in Bungoma district. According to the information received, he was bundled into a car, blindfolded and taken to several police stations before finally arriving at Nyati House. There, he was reportedly kept in a cell by himself for three days without anyone coming to see him. He reportedly did not have any food, access to toilet facilities nor a bath for those three days. On the fourth day after his arrest he was reportedly taken out of the cell and given some food. Thereafter he was reportedly taken to a room with about 12 men in it and after being forced to strip naked was made to sit in the middle of the room. He was reportedly subsequently interrogated by police about whether he had any guns in his possession and when he reportedly denied having any guns, he was allegedly simultaneously beaten by five police officers. According to the information received, the alleged beatings were with whips and broken pieces of wood. The beatings reportedly continued each day for two weeks. By the end of the two weeks, he reportedly could not walk as a result. The police officers also allegedly threatened to

shoot him and made him sit on an imaginary chair. According to the information received, he was placed in solitary confinement for the next 82 days before allegedly being forced to sign a confession before he was released.

6. **Mary Wangui**, a woman who was pregnant at the time, was reportedly arrested on 10 October 1995 and taken to the Buru-Buru police station. At the station, she was allegedly kicked, hit and whipped. She reportedly gave birth prematurely seven hours later. She was allegedly denied access to medical care at the time, and had her baby taken by police officers. The baby reportedly died but she was reportedly not informed of the death until two days later.

7. **Khelef Khalifa**, a founding member of the opposition Safina political party was reportedly arrested around mid-day on 12 January 1996, which was supposedly the eve of a visit by some of the party's national officials to Mombasa. He was reportedly taken to a number of police stations, including the Urban police station, the Port police station and the Makupa police station. According to the information received, at around 2 a.m., while he was being driven away from the Makupa station, just near the Mombasa bridge the police allegedly beat him and interrogated him about belonging to the Safina political party. He was reportedly put in the boot of the car and one of the officers allegedly suggested that they take him into the bush and shoot him. Another officer allegedly said they should throw him over the bridge. He was reportedly released from police custody four days later.

8. **Jennifer Njoki**, a 16-year-old orphaned school-girl was reportedly arrested at her brother's house on 17 October 1996 and taken by police officers to the Pangani police station. After reportedly being interrogated as to the whereabouts of her brothers, police officers allegedly stripped her naked, whipped her and pulled out her finger nails. She was reportedly detained at the police station for a further five days, after which she was released. According to the information received, she later attempted suicide.

9. On 17 July 1996, **a student** at Githunguchu Primary School in Kiambu was allegedly caned at least 11 times by three teachers. She reportedly lost consciousness and was said to have been taken to hospital where she died. The teachers were said to have been subsequently charged with murder, however the case was reportedly dismissed on the grounds that the post mortem results had allegedly indicated a pre-existing heart problem.

10. **Lucy Muthoni Muthumbi**, a 38-year-old woman who had just given birth, was reportedly arrested on 17 October 1996, together with her husband, and taken to the Central police station in Nairobi. At the police station she was reportedly stripped naked by police and searched before being locked up in a cell. While in the police station, she was reportedly kicked on her thighs and had some of her braided hair pulled out of her head. She was allegedly threatened that she would be killed by the police officers present. According to the information received, 13 days later she was released. She was reportedly later told by one of the police officers involved that she had been a victim of mistaken identity.

11. On 25 October 1996, a **12-year-old boy**, along with several other children, at Munyu Primary School in Naivasha was reportedly caned repeatedly on the hands by two teachers when they had allegedly left school early without permission. As a result, he was said to have sustained

severe bruising, swelling and serious nerve damage to one of his thumbs for which he reportedly required ongoing medical treatment for over two years. The teachers involved were reportedly charged and convicted of assault. They were allegedly fined only K Sh 2,000 (the equivalent of US\$ 35) each and were reportedly still teaching at the same school.

12. **David Okello** who reportedly retired from his position as Senior Public Health Technician on 31 December, 1996, was allegedly beaten by Kisumu Municipal Council askaris in January 1997, allegedly pursuant to an order of the town treasurer. He had reportedly gone to collect his retirement benefits at the time of the alleged beatings.

13. **Mark Kwata**, a nurse at the Kakamega General Hospital and **Morgan Opembe**, a businessman, were allegedly beaten by police officers in Kakamega in January 1997. According to the information received, the local police chief has launched an investigation into what happened.

14. **Charles Kinyua**, a Kerugoya taxi driver, was allegedly beaten by administration policemen at around 11 p.m. on 24 January 1997. According to the information received, the policemen accused him of smoking and peddling bhang and ordered him to produce it. When he reportedly denied the accusations, he was taken to the local Kerugoya police station. On the way to the police station, he was reportedly asked for a bribe to be released. When he reportedly said he did not have any money, one of the police officers allegedly hit his private parts with a boot, which made him fall to the ground. He was reportedly later operated on at Kerugoya District Hospital.

15. **Joseph Mwangi Muiruri**, an 18-year-old boy was reportedly arrested by police officers in Kigumo on 13 February 1997. According to the information received, he was subsequently investigated and found innocent. However, instead of being released, he was reportedly taken by a police officer from the station to an unknown location. He was later found dead. A post mortem examination is said to have found that the cause of death was head and chest injuries, allegedly the result of the beatings.

16. **John Kamanda**, a Kenya Human Rights Commission monitor in Nairobi, was reportedly on his way home from Muthaiga, on 17 February 1997, where he had been collecting signatures for a Commission petition against police killings, when he was reportedly stopped by policemen. The officers allegedly grabbed him by the collar and accused him of being a thug who was harassing residents at night. A second police officer allegedly grabbed an envelope he was carrying. Upon noticing that it contained material on the KHRC "Campaign against police killings" and other documents on human rights violations in Kenya, the officer allegedly hit him hard and accused him and the KHRC of defending "criminals". He was allegedly kicked and slapped several times and when he reportedly refused requests to hand over his materials, he was allegedly hit more vigorously. He was reportedly then ordered to leave, amid insults and verbal abuse.

17. **Macharia Gicheru**, a peasant farmer from Londiani, Nakuru district, suffering from tuberculosis, was reportedly arrested by so-called "flying squad" officers on 18 February 1997. At the time of his arrest he was reportedly preparing to go to hospital. The police officers reportedly told his wife that they were taking him to Sotik for interrogation, supposedly in

connection with a theft of spare car parts. According to the information received, he was instead driven to Eldoret. He was reportedly lying on his back in the police vehicle when he was being driven. According to the information received, he was then taken to the “flying squad” headquarters at the Pangani police station in Nairobi, having been allegedly savagely beaten by police. When he was at the station, he was reportedly put in a wet cell, was refused requests to be taken to hospital. According to the information received, he was suffering from acute pain in the ribs, diarrhoea and vomiting. He was reportedly kept in the police station for seven days and died on 24 February 1997. Apparently, his relatives went to the police headquarters to lodge a complaint about his death. However no inquest was held, as reportedly required under Kenyan law.

18. **Johnson Kigwiri** was reportedly arrested by a police officer on 8 April 1997 at a bar in Kamukunji. According to the information received, he was first taken to Shauri Moyo police station, where he was reportedly held until 9 p.m. before reportedly being transferred to Ruiru police station and finally, the same evening, to Makuyu police station. At Makuyu police station, he was allegedly kicked and beaten repeatedly by police officers using rungus. At the time of the alleged beatings, he was reportedly asked to surrender a sewing machine that had reportedly been sold to him. His denial of any knowledge about the machine reportedly led to further alleged beatings by the police. According to the information received, the following day police officers returned and allegedly beat him with whips and kicked him for more than an hour. On 10 April, he was reportedly taken to Kabati police station, where he was reportedly detained until 21 April 1997. At this police station, he reportedly sustained a knee injury, allegedly from police beatings.

19. **Mariam Mweru**, the wife of a suspect in a 96 million Kenyan shilling theft case was reportedly arrested by the police in May 1997. According to the information received, she was allegedly raped by a police officer in Karura Forest at gunpoint. The police officer also allegedly put pepper into her vagina before forcing her to wash herself with dirty water. An investigation into these allegations has reportedly been ordered by a court.

20. **Sekoture Awando**, a businessman based in Kisumu, was reportedly arrested from his house in Kisumu by an assistant chief, a police officer and a KANU Youth Wing member in May 1997. He was allegedly frog-marched to the chief’s camp for reasons unknown to him. At the camp, he was allegedly beaten with walking sticks, which caused a fracture to his femur. The chief and his team then reportedly hired a taxi and took him to Kisumu police station where he was accused of being in possession of bhang. He was later reportedly released unconditionally.

21. The Special Rapporteur has received information on three rallies organized by the National Convention Executive Committee (NCEC) in 1997, which were reportedly dispersed by the police, using force. On 3 May 1997, NCEC reportedly organized a rally at the Kamukunji grounds in Nairobi. According to the information received, the meeting was called to discuss constitutional reforms and to discuss resolutions of the Limuru Convention held between 3 and 6 April 1997. The meeting was reportedly disrupted before it commenced at 10 a.m.. According to the information received, police officers armed with pangas and whips were stationed from 8 a.m. about a kilometre from the meeting at the Machakos Country Bus Station. Two preachers, the **Reverend Timothy Njoya** and **Samuel Njoya** were reportedly the first to be stopped by police at the Country Bus Station. They were allegedly whipped in full view of the

police before walking to the Kamukunji grounds, which police had allegedly sealed off, blocking all entries. While he was arguing with the police, the Reverend Njoya's robe was allegedly grabbed and torn by an officer. The two men were then reportedly taken to the middle of the Kamukunji grounds and held there for more than seven hours without having a chance to leave or to address the attendants. Thereafter, a number of NCEC officials reportedly entered the grounds from different directions. Among the group was **Peter Ndwiga**, who was allegedly "hit" by more than six police officers as he made his way through a human barrier that had been erected. **Willy Mutunga**, NCEC Co-Convenor and Vice-Chairman of the Kenya Human Rights Commission, was allegedly slapped as he tried to enter the grounds. The police officers then reportedly held the leaders in the middle of the grounds and allegedly used tear gas and beat several people present. Members of the Shauri estate were reportedly among the group of people allegedly beaten by the police. According to the information received, at around 4 p.m., the Reverend Njoya and two other men led members of the public out of the Kamukunji grounds. Upon reaching the Country Bus Station, the group reportedly encountered a contingent of regular and General Service Unit police officers. The police officers allegedly exploded tear gas canisters and used whips, batons and machetes to disperse the group. Many people reportedly began to disperse, however at least one man was arrested, **James Orengo**, an opposition member of Parliament, who was later released. Journalists were also reportedly injured during the confrontation. It is reported that **Govedi Atsusa**, a photographer for the Daily Nation sustained an injury to his arm. Another journalist, **Karen Shaw**, who was working with the Kenya Human Rights Commission, was allegedly hit by a club by a police officer as she took photographs of what was happening. She reportedly wrote a letter to the Commissioner of Police but there has allegedly been no response.

22. **Grace Wangari Gicharu** was allegedly brutally assaulted on 13 February 1997 by the Assistant-Chief at the Ol-Kalou police station after she reportedly refused to leave her house, which was going to be destroyed. She was allegedly repeatedly knocked against the wall. She allegedly sustained serious injuries and had a miscarriage. According to the information received, she reported the incident to the Ol-Kalou police station and obtained a P3 form, which was later filled in by a doctor after she had received medical treatment at the Ol-Kalou district hospital. The officer-in-charge of the police station is nevertheless said to have refused to take action. On 16 August 1999, her lawyer is reported to have written a letter to the Commissioner of Police, who responded by letter dated 4 December 1999 that the investigation had been closed because of lack of evidence.

23. A second NCEC constitutional reform rally reportedly took place on 31 May 1997, also in Nairobi. According to the information received, many participants present at the rally reportedly sustained serious injuries and were later admitted to various hospitals when the rally was allegedly disrupted by police at Central Park, which had been cordoned off by police at around 8 a.m. The rally reportedly commenced at St Andrew's Church near the University of Nairobi and then proceeded to Central Park, which people were reportedly blocked from entering. According to the information received, police officers allegedly threw stinging teargas canisters into the crowd and allegedly started beating people indiscriminately when prayers were led by Reverend Njoya. People reportedly scattered and trampled on each other and police allegedly beat several people present. The following individuals were reportedly amongst those harmed: **Muturi Kigano**, the Chairman of the Safina party, was allegedly hit on the head by police. He was

reportedly admitted to Nairobi Hospital for treatment. **Saulo Busolo**, Ford-Kenya MP for Webuye, reportedly sustained a broken arm after he tried to stop police batons allegedly aimed at his head. He was reportedly admitted to Nairobi Hospital for treatment. **Eddah Rubia**, reportedly a Ford-Asili activist, suffered a fractured leg after a police officer allegedly hit her repeatedly with a baton. **Kiraitu Murungi**, Member of Parliament (MP) for Imenti South, was reportedly injured on the head when a teargas canister exploded on his head. **Njuguna Muthahi**, a Kenya Human Rights Commission official, was reportedly running from police officers when he fell to the ground, where he was allegedly beaten on the head and elbows. He was reportedly later treated at the AAR clinic in South 'B'.

24. On 10 October 1997, a third NCEC rally, of around 5,000 people, reportedly took place in the Kamukunji grounds, Nairobi. It was reportedly interrupted by heavily armed police officers who allegedly entered the venue and boxed, kicked and whipped persons present. The officers were reportedly acting under the control of the Buru Buru divisional police chief. According to the information received, police officers lobbed tear gas canisters into the crowd, which resulted in several injuries. Some people were also reportedly injured by rubber bullets. The following individual cases have been brought to the Special Rapporteur's attention: **Henry Ruhiu**, MP for Embakasi, who is a recovering stroke victim, was reportedly beaten in front of around 40 local and international journalists. The police chief allegedly descended upon him with sticks, kicking his ribs after knocking away his walking stick. **Paul Muite**, also an MP, was allegedly kicked and punched before being held firmly on the neck and dragged for several metres. Other MPs allegedly beaten and/or tear-gassed are **Aloo Ogeska**, **Otieno Mak'Onyango**, **Benjamin Ndubai**, **Kamau Icharia**, **Philip Gitonga**, Safina members **Muturi Kigano**, **Richard Leakey** and **Ngengi Muigai** of FORD-Asili.

25. **Imam Amir Banda** was reportedly arrested on 16 August 1997 by six armed police officers who came to his house and told him that the Kwale District Commissioner wanted to see him. He was reportedly held until the following day when he was taken to the provincial headquarters of the Criminal Investigations Department. According to the information received, at the headquarters he remained in custody for five days until 21 August 1997. He was reportedly then taken to court and remanded for 40 days. While in custody, he was reportedly denied food for three days. In one reported incident, he was allegedly tied to a roller by police and rolled twice on the beach, while he was naked. He was also allegedly beaten by police officers with sticks on his joints and on the soles of his feet. According to the information received, he was denied access to medical attention for these reported injuries.

26. **Richard Abura**, the editor of a Vihiga-based government newspaper, was reportedly held by the police for an hour on 7 October 1997, at the Majengo market. The police reportedly went to his house at the market at 10 p.m. and allegedly told him that he had been a public nuisance for too long. He reportedly struggled with the policemen who allegedly hit him with gun butts and removed his shoes before frog-marching him to the Vihiga police station, about five kilometres away. He was reportedly later released on a K Sh 5,000 bond, after the intervention of CID officers who knew him.

27. The Special Rapporteur has received information that around 30 plain clothes policemen allegedly forcibly dispersed a tree planting meeting at Ihururu in Nyeri district on

20 October 1997. The ceremony was reportedly organized to pray for constitutional reforms in the country and to honour so-called “freedom fighters” of Kenya. The meeting was reportedly dispersed by police officers allegedly using tear gas. According to the information received, police officers also allegedly kicked many people present. As people dispersed, police allegedly pursued them in police Land Rovers with canisters of tear gas. Several people were reportedly arrested and detained for about six hours.

28. **Erasmus Nasongo** and **Edward Nafula**, two young men, were reportedly suspected of having stolen household items from a farm in Kipkabus and taken to the offices of the chief of police in the Burnt Forest area on 8 November 1997. At the offices, they were allegedly beaten by the chief and the owner of the farm from where the goods were missing. Mr. Nasongo was reportedly beaten very badly and thrown into a river, where he stayed for an hour. Mr. Nafula was reportedly taken to the Eldoret Nursing Home in a critical condition.

29. The Special Rapporteur has received information concerning the allegedly violent dispersion of people at the Nakuru Municipal Council Old Town Hall, where election votes were reportedly being counted on 30 December 1997. According to the information received, armed police violently beat several persons outside the hall. Many of the people injured were reportedly treated by the Kenya Red Cross. The following individuals were reportedly amongst those who were injured. **Peter Mbae** reportedly had his nose and face wounded. **James Mwangi** was reportedly rushed to Pine Breeze Hospital with a gunshot wound to his left arm, which was reportedly shattered by the bullet. **Joseph Onyango** was reportedly shot in the head, while **Michael Onyango** was also reportedly shot in the left arm, both men were reportedly taken to the Nakuru Nursing Home for treatment.

30. **Simon Lasike Turkanan** and his five brothers were reportedly arrested on 3 January 1998 by the “flying squad”, allegedly in connection with tribal clashes in the Lai Kipia district (Kikuya, Pakot, Samburu). The police were reportedly carrying out a raid and rounding up young people. The brothers were first taken to a General Security Unit camp where they were beaten on the soles of their feet, back and legs. The Special Rapporteur found that Simon Lasike Turkanan bore long slash marks on his back, which were reportedly caused by whips. Every day, Simon Lasike Turkanan and his brothers were reportedly asked to produce guns used in the clashes. He was reportedly beaten with hoes on the soles of his feet, which were swollen for two weeks. He reportedly did not give the police any information and allegedly said that they were not involved in the clashes. He was subsequently said to have been locked in Ngarwa for one week in the custody of the “flying squad”. He allegedly did not receive any medical attention and the “flying squad” reportedly refused to issue him with a P3 form. He is said to have been taken to Nyahururu court, where he was allegedly told to wait for documents to allow him to be remanded. He reportedly informed the judge that he could not walk on his feet, that he was not receiving medical treatment and that he was suffering in custody. The judge allegedly told him that he was looking for “flying squad” members to question about his treatment. Simon Lasike Turkanan was reportedly further informed that the court was waiting for documents to determine if he was responsible for murder, which would determine where he was taken. According to the information received, the interrogation by the “flying squad” continued and was allegedly accompanied by beatings. Simon Lasike Turkanan was reportedly tied to a table by his hands and legs, and his head was allegedly placed under the table, when he was said to have been beaten.

The Special Rapporteur found that Simon Lasike Turkanan bore a mark on his upper thigh and horizontal marks across his buttock. Again he is said to have stated that he had nothing to confess.

31. **Dominic Kabeo Kamau** was reportedly stopped by two police officers from Nakuru in the Lare area of Njoro on 25 February 1998 while he was on his way to work at a nearby farm. He was reportedly stopped because he was carrying a panga (machete) and a hoe. According to the information received, he was taken to a valley where police officers allegedly beat him with a metal bar and shaved his hair off with the panga, which they had seized from him. He reportedly received injuries to his wrist and left ankle. After the police officers left him, he apparently limped his way to a nearby road, from where he was taken for treatment at the Rift Valley Provincial General Hospital.

32. **Yarrow Abdi** and **Ibrahim Hussein** were allegedly shot by police on 28 February 1998 at Korogocho on suspicion of being robbers. After the first shot, they were taken to a remote place where the police are said to have attempted to summarily execute them. They were allegedly taken by the police to Kenyatta National Hospital mortuary as the police officers believe they were both dead. Yarrow Abdi was only seriously injured, while Ibrahim Hussein was declared dead. Yarrow Abdi was admitted to the hospital, where he reportedly stayed under police guard until 10 March 1998. On that day, he was allegedly taken by the police to Kasarani police station, where he was charged with preparing to commit a felony. The court is said to have ordered his release on bail, but he could only raise the necessary money after having spent six days at the Area Remand Home with unhealed bullet wounds and a bullet still lodged in his ribs.

33. **Patrick Kamende Mwakavi** was reportedly detained at the Karatina Criminal Investigation Department police station on 9 March 1998. According to the information received, when he refused to sign a statement implicating himself in a robbery, one of the police officers present allegedly beat him over the shoulders and knees with a piece of metal, reportedly saying to him that his signature would be his only saviour. He was apparently taken to Karatina Hospital but removed by police because he had been talking to journalists.

34. The Special Rapporteur has received information of the mass round-up and alleged torture of Mbalambala residents on 12 and 13 March 1998. According to the information received, at around 3 a.m. on 13 March, approximately 38 people were reportedly arrested. Their arrests reportedly took place after a police officer was reportedly killed in the area on 9 March 1998. The information received indicates that people were taken from their homes, herded together and then stripped naked, tear-gassed, kicked and whipped by police officers. The police officers who allegedly did this, according to the information received, may have been officers from outside the Mbalambala force. The events reportedly took place in a bush area about three kilometres from Mbalambala, as well as at the police station in Mbalambala. Some of the people were reportedly made to hang by their hands from trees, which reportedly caused paralysis of their arms. According to the information received, a commission was established to investigate what happened, but its findings have reportedly not yet been made public. The Special Rapporteur has received information on the following individual cases:

Barre Shale, a 42-year-old man, was reportedly sleeping in his house when he was woken by several police officers at 3 a.m. on 13 March. He was reportedly taken to a bush area three kilometres from Mbalambala, together with approximately 48 other people. There, police officers reportedly ordered him to strip naked and lie down. Police officers then allegedly sprayed tear gas at him. He was reportedly coughing, choking and vomiting as a result of the tear gas. He was then reportedly put into a truck and taken to the police post. At the post, police reportedly ordered him to kneel down naked and they tied his hands behind his back. Next, the police officers allegedly tied his testicles to a gadget which they pulled on, which caused him to urinate. One officer reportedly threatened to rape him. He was also allegedly kicked and whipped by the police, who used leather whips and guns. He reportedly remained at the police station until the following day. According to information received, he is still suffering from chest pains and is unable to control urination as a result of what happened. He has apparently not received any medical attention.

Aden Bilat Hadun, a 56-year-old man with a speech disability, was reportedly also arrested from his house in the early hours of 13 March. He was reportedly taken to the same bush area, where seven police officers wearing boots allegedly trampled on his chest. According to the information received, the police officers allegedly demanded that he tell them where some stolen guns were. Police officers allegedly hit him with gun butts when he did not respond. According to the information received, he was in very poor health after the alleged incident and was unable to talk about what happened. He reportedly suffered a left broken rib, and now frequently vomits blood and is unable to eat, allegedly as a result of the police beatings. He has apparently received no medical attention.

Mohammed Abdile Abdi, a 28-year-old Mbalambala shopkeeper, was reportedly arrested at his shop on 13 March. Police officers in the Mbalambala police reportedly made him strip naked and then tied him to a tree. While he was tied up, he was reportedly kicked on the back and slapped around by police officers who also reportedly verbally abused him. Police officers are said to have demanded that he hand over some guns which he reportedly knew nothing about. He was allegedly hit with gun butts on his chest. According to the information received, he now has breathing problems, suffers from nose bleeds and cannot bend, owing to the injuries he reportedly sustained on his back. He also apparently has rope marks on his body as a result of reportedly being tied to a tree overnight. He is believed not to have received any medical attention.

Issa Hassan Mursal, was reportedly arrested on the same night by the police. He is said to have been kicked and beaten by the police and subjected to tear gas. He reportedly fell on a stone after the alleged beatings, and was rendered unconscious. According to the information received, he now regularly coughs up blood and suffers from pain in his left leg.

Shaiya Mohammed, an 18-year-old woman living in the Dujis division was reportedly approached by police at her house on the afternoon of 12 March. Several police officers reportedly asked her to produce her husband. She apparently explained that her husband was out of town and the police officers then left her house. Four of the same officers

reportedly returned at around 1 a.m. on 13 March and again asked for her husband. After explaining that her husband was still out of town, she was apparently ordered not to close the door behind her. One police officer then allegedly sneaked behind her, grabbed her neck and encircled it with both of his hands. She reportedly fell to the floor, where the police officer allegedly raped her continuously until about 4 a.m. Her 14-year-old sister was said to have been present in the room and was holding the woman's 10-month-old baby. Shaiya Mohammed is believed to have stayed in hospital for the injuries she reportedly sustained.

35. **Godfrey Ngige Kinuthia** was reportedly picked up by two police officers on 27 March 1998 and taken to the Jogoo Road police station. According to the information received, he was beaten unconscious by the police officers, who also allegedly injured his penis for reportedly attempting to rape his girlfriend. He was reportedly later taken to the Kenyatta National Hospital for treatment.

36. **George Gacheru Muchiri** was reportedly arrested on 31 March 1997 at a petrol station where he was working, in Banana town, Kiambu district. He was reportedly arrested by two plain clothes policemen on suspicion of having stolen some money. He was taken to Karuli police station, where he reportedly stayed for two days. He was then transferred to Kiambu police headquarters, where he was tied to a wooden stick and hung between two tables. He was then allegedly beaten with wooden sticks on the legs and on the soles of the feet. He reportedly spent one night in Kiambu police station before being transferred to Mai Mahi forest, near Narok, where, along with two other detainees who had been arrested on suspicion of having stolen the money in the same petrol station, he was severely beaten after having been hung up on a tree. He allegedly had a shot fired above his head, which is said to have impaired his hearing. His private parts were allegedly tied up and beaten. The two others were allegedly subjected to the same treatment. They were then reportedly taken back to Kiambu police station. According to the information received, during the transfer they were allegedly beaten again. They reportedly spent one night at Kiambu police station before being returned to Karuli police station, where they reportedly stayed for three days. On 9 April, George Gacheru Muchiri was reportedly taken to Kiambu court, where he was charged with theft. He reportedly did not complain about the ill-treatment to which he had allegedly been subjected. He was taken on remand to the Industrial Area prison where he reportedly stayed for one week, before a relative could pay the bond. He then reportedly received medical treatment. He reportedly did not file any complaint because of fear of reprisals.

37. **Vincent Nyumba Kiema**, a 27 year-old man from Mutune village in the Kitui district, was reportedly arrested on 5 April 1998 for his alleged involvement in a shop break-in. He was reportedly detained at the Kitui police station for seven days. According to the information received, his mother visited him at the police station twice and noticed several injuries. During her second visit on 9 April, she allegedly saw a police constable beat him, saying that he had not cooperated with the police. On 14 April 1998 he was brought to court, where he reportedly complained of his treatment by the police. He was reportedly released on a bond to enable him to seek medical attention for chest, back and stomach pains. He was also reportedly frequently passing blood in his urine. He died on 20 April. A post-mortem examination was apparently

performed, which found that his death was caused by the rupturing of some of his internal organs, including his kidneys and liver, allegedly as a result of the police beatings.

38. **Hassan Salesa, Ibrahim Dadacha, Ali Tuka, Barako Mohamed, Adan Boru and Morid Wachu**, all from Rapsu sub-location, Isiolo district, were seriously injured on 25 May 1998 by Kenya Wildlife Service (KWS) officers who accused them of having killed an elephant. They were all detained and later released without charge. In the same incident, **Sarah Aki** is said to have miscarried as a result of the beatings she was subjected to and **Muyo Habiba**, a nursery school pupil, was reportedly seriously injured and admitted to the Isiolo District Hospital.

39. **David Njuguna** was reportedly arrested in June 1998 on suspicion of having stolen his aunt's radio and clock. He was reportedly taken to Kikuyu police station, where he was allegedly beaten on the soles of the feet and on other parts of his body in an attempt to make him confess.

40. **Mohammed Sheikh Yahya** was reportedly arrested at his home at about 5.30 p.m. on 13 June 1998 by military officers who allegedly suspected him of having killed a herdsman during a bandit attack in Boka. Military officers allegedly tied him to the back of a Land Rover and dragged him for about two kilometres to a nearby forest. He was reportedly killed in the forest. According to the information received, when his body was found, his eyes had been gorged out and one of his ears cut off. A post mortem examination was reportedly performed which revealed that he had suffered cuts to his chest, back, legs and head. His upper torso had also reportedly been partly burnt and both of his wrists had been broken. The results of the post mortem examination were allegedly ordered to be covered up by security officers.

41. In connection with the same alleged bandit attack in Boka, military forces reportedly arrested 30 people in the Bangale town of Tana River on 13 June 1998 for alleged possession of firearms. Eleven of the suspects were said to have been taken to a military camp at Boka where they were reportedly held for eight days and **subjected to ill-treatment**.

42. **Ronald Ngara Momanyi** was reportedly arrested by police on 21 June 1998 and taken to the Nyamira police station. While at the police station, police allegedly beat him as he was being held incommunicado. His dead body was found shortly after, at the Nyamira District Hospital mortuary, by family members. His body had allegedly been dumped there secretly by the police. His body was reportedly covered in marks indicative of having been beaten. All of his limb joints were reportedly scarred and broken, and there were apparently marks on his hands and legs showing that they had been tied together with wire. His back was apparently covered in welt marks, allegedly as a result of whip lashing, and there was reportedly clotted blood around his nostrils and mouth.

43. **Nickson Cheruiyot** was reportedly assaulted at his home in Nakura at 6.30 p.m. on 28 June 1998 by members of the Administrative Police who kicked him in his genitals and slapped and punched him when he refused to hand over his money. One police officer allegedly beat him with a stick and made death threats against him. The officers are then said to have taken him to the bush where he was allegedly kicked until 10 p.m. The police are believed to have subsequently asked him for his identity card, which he reportedly handed over to them. They allegedly stated that they had mistaken him for someone else and left him in the bush. The same night, Nickson

Cheruiyot is said to have reported the event to the assistant chief, who allegedly accompanied him the following morning to see the police officers, who reportedly once again subjected him to death threats. Following this event, Nickson Cheruiyot is reported to have met with an Assistant Commissioner of the Police, who allegedly did not take any action despite a promise to investigate and advise that he seek medical treatment. Subsequently, Nickson Cheruiyot reportedly met a senior officer of the Administrative Police, who allegedly asked him to forget the whole matter. After having consulted a medical doctor, Nickson Cheruiyot was reportedly referred to the Rift Valley Hospital, where his genitals were operated on. As he was not able to pay KSh 10,000, the operation was allegedly delayed for three days. A member of the Administrative Police was subsequently said to have been arrested and to have agreed to pay Nickson Cheruiyot's hospital bill. The hospital's invoice for KSh 80,000 was allegedly sent to a senior officer of the Administrative Police; however, the bill was said never to have been paid. Consequently, the Administrative Police officer was reportedly released from detention in order to look for the money, but allegedly never settled the bill, which reportedly led to the hospital's refusal to continue further treatment. Nickson Cheruiyot was reportedly discharged from hospital after 50 days and recorded a statement at Njoro police station on 24 August. He was said to have been issued a P3 form which he sent to a government medical doctor, as the medical doctor who had performed his operation was not a government doctor and hence could not complete the form. He was reportedly requested to go to Kenyatta Hospital where his form was allegedly completed and where he was again operated upon. After his release from hospital, Nickson Cheruiyot reportedly handed in his form at Njoro police station, where he was said to have been told that his statement had been misplaced. He reportedly recorded a second statement and was referred to another police station, in Likin, which allegedly sent him back to Njoro police station. After he had been sent back and forth between the two police stations for over a week, he reportedly eventually went to the officer-in-charge of the police district, who advised him to record a second statement. He was reportedly informed that the accused police officers would record separate statements, which they allegedly refused to do. In May 1999, he reportedly had to return to hospital. The P3 form was said to have been completed incorrectly in that the police surgeon omitted to mention the scar on his torso allegedly caused by beating with a rifle. He also reportedly stated that Nickson Cheruiyot's testes were normal, whereas one testis was said to have been removed and the other to have been operated upon. Reportedly, the government doctor based his report solely on that of the Kenyatta Hospital, without independently examining Nickson Cheruiyot. Allegedly, journalists have been barred from reporting on this case and from visiting Nickson Cheruiyot in the Rift Valley Hospital. The Kenyan Head of State is said to be aware of this case. Reportedly one Administrative Police officer involved has committed suicide.

44. **John Chege Komu**, 20 years old, was reportedly arrested with two others on 3 July 1998 and taken to the Kahawa Sukari police station, where he was held for five days. He reportedly lost consciousness and went into a coma as a result of alleged police beatings. He was reportedly rushed to the Thika General Hospital before being transferred to the Forces Memorial Hospital, where he died on 8 July 1998.

45. **John Muhia Munyinyi** was reportedly arrested together with his two brothers, his parents and his three sons on 24 July 1998 in the Githunuguri area of Kiambu district. Police from Githunguri division allegedly raided his home and reportedly handcuffed his three sons and led them to a nearby road, where they set police dogs on them. Two of his sons, **David Munyinyi**

and **Joseph Njuguna Muhia**, reportedly sustained serious dog bites which rendered them unable to walk independently. All the family members were reportedly taken to the Githunguri police station where they were reportedly denied access to medical treatment and to relatives who wanted to visit them.

46. **Simon Munyao** was reportedly arrested on 25 July 1998 at Muthesya by a local chief accompanied by KANU Youth Wingers. According to the information received, they accused him of having stolen two goats. He was allegedly suspended upside down from a tree for two hours with his hands and legs tied together tightly. He was allegedly severely beaten with a tyre whip. He was then reportedly taken to a police station by boat on the Massinga dam and was allegedly immersed in the water several times during the transfer. He reportedly sustained injuries to the head, chest and legs.

47. **Paulina Nauram, Ekiru Ekuwam**, aged 11, **Akiru Asikiria**, aged 13, **Lochuck Elimlim**, aged 17, **Mput Etelej**, aged 17, **Paulina Napayok**, aged 17, **Nayanae Nakwawi**, aged 32, **Akatapan Ekuwam**, aged 25, **Elisabeht Asikiria**, aged 35, and **Nkotin Mtuu**, aged 75, all from Ngare Mara and Daaba, Isiole district, were allegedly assaulted on 8 August 1998 by a contingent of about 1,000 uniformed and armed men who were reportedly searching for stolen guns and livestock. They were allegedly severely beaten and some of the women were reported to have been raped in an attempt to make them produce the stolen arms.

48. **Murage Njoka** was reportedly arrested on 13 August 1998 and accused of robbery with violence. He was interrogated for two weeks at Kikuyu police station, where he was allegedly severely beaten with batons, clubs and sticks on his chest, legs and ears. He is said not to have signed any statement and to have complained to a judge, who reportedly wrote a note in order to send him to a hospital for medical treatment. The note is believed to have been thrown away by the police. He was reportedly sent to Kumiti prison on remand. In September 1999 he was still awaiting trial in the same police station.

49. **Peter Ndegua Kemali** was reportedly arrested on 30 August 1998 by CID officers and taken to Kikuyu police station and then to Aplan police station. While detained in Kikuyu, he was allegedly forced to sit on the floor and beaten with clubs every day during two hours. At the time of the interview, scars on his legs and arms consistent with his allegations were still visible. After six days, he was reportedly transferred to Aplan police station. According to the information received, during his transfer between the two police stations he was severely beaten and was then forced to sign a statement upon arrival at Aplan police station, where he reportedly stayed for three days. On 9 September 1998, he was reportedly charged with robbery with violence. He was then reportedly sent to Kumiti prison on remand.

50. On 16 September 1998, a **13-year-old student** at a boarding school in Eldama Ravine was allegedly caned more than 20 times on his bare buttocks after having allegedly accidentally broken a school window. After reportedly paying for the window, he was said to have been called into the head teacher's office, where he was allegedly asked to lie on the ground and to remove his shorts. As a result of the caning, he was said to have lost consciousness. When he regained consciousness, the teacher reportedly continued hitting him when he put his shorts back on. He was reportedly not allowed to go home after the beating. As a result, he was said to have suffered

from swollen buttocks, a severe headache, chest pain and a dislocated right thumb. Criminal charges had reportedly been filed against the head teacher, however the case remained unresolved at the time of writing of the present report.

51. On 17 September 1998, a student at Kayoi primary school in the Rift Valley province had allegedly died after being caned by a teacher. The teacher was said to have been subsequently charged with murder on 21 April 1999, but the charges were said to have been withdrawn by the prosecutor on 10 May 1999, pending an inquest. A magistrate allegedly discharged the case, pending the outcome of the inquest. The district education officer reportedly did not take any disciplinary action against the teacher, on the grounds that the post-mortem had been said to have revealed that the student had been malnourished and that his intestines had coiled abnormally.

52. On 23 September 1998, a **13-year-old girl** and the rest of her class were reportedly severely caned by her head teacher at Masewani primary school. She was allegedly asked by the teacher to lie down and remove her cardigan. She is then said to have been caned on her back for more than five times in front of the other pupils. As a result, she reportedly lost consciousness and sustained cuts and bruises on her hand and back. Subsequently, she allegedly reported what had happened to the police. When she returned to school three days later, she was said to have been threatened by the head teacher with further beatings and to have been told that she had been expelled. Her mother, who is said to have been a teacher at the same school, and her father, who reportedly complained to the head teacher, were allegedly also threatened. Allegedly owing to her parents' persistence, the head teacher was charged with assault in Kiambu District Court. The case was still pending at the time of writing of the present report.

53. **Clement Njuguna Ndungu** was reportedly shot on his right wrist and left elbow around 1 p.m. on 23 September 1998 by a police officer while he was working on his farm in Katungu, Subukia location, Nakuru district. At the time of the interview (25 September 1999), his elbow was still swollen to the extent that it appeared deformed. According to him, it was still very painful. The police, who had been called upon to stop a land dispute are said to have shot at random. The inspector who had shot him asked his colleagues why Clement Njuguna Ndungu was not dead and asked them to take him with other arrested persons to the Kirengero police station. Upon arrival at the police station, he was reportedly left alone in the back of the truck and was eventually transferred to the general provincial hospital around 9 p.m.. He was reportedly only treated the following day. His family is said to have come the same day and to have taken him to the Pine Breeze (private) Hospital, where he stayed for five months. It is reported that he filed a complaint on 10 May 1999 against the inspector who allegedly shot him. According to the information received, he was then arrested on 23 May 1999 and taken to Subukia police station, where he was informed that he was charged with five minor charges, including stealing firewood and breaking into a house. He was summoned to attend a court hearing, but the High Court is said to have ordered that the case against him be dropped. A case for compensation is reportedly still pending.

54. **Pauline Mueni** was reportedly set ablaze on 25 September 1998, after her boyfriend, who at the time was a constable in the Kitui police force, allegedly locked her in his house in the Kitui police station residential yard and doused her with paraffin. Her boyfriend had reportedly approached her on the street while she was walking with a friend and, stripping her clothes off

her, had slapped and kicked her. He reportedly frogmarched her to the police station, threatening to kill her. On the way to his house, they reportedly passed by duty officers sitting outside the police station. They allegedly did nothing to come to her rescue when they saw her being attacked.

55. **Redempta Nduku** was reportedly arrested in September 1998 by members of the “flying squad”. Allegedly she was stripped naked, her breasts were pricked with needles and her genitals burnt with cigarette butts in order to extract a confession. She was then allegedly blindfolded and raped. According to the information received, she was then taken to Thika court, where she was charged with robbery and detained on remand.

56. **Mzee Stephen Sum** was reportedly beaten on 15 October 1998 by the administration police on the order of a Chief of the Koisagat location, Uasin Gishu district, with whom he had had a personal dispute.

57. **John Khakhua Wanyama** was reportedly summoned without reason by the Assistant-Chief of Kuyawa, Bungoma district, on the morning of 23 November 1998. Upon arrival at the Assistant-Chief’s office, he was allegedly beaten with sticks for approximately 15 minutes by the Assistant-Chief and three villagers. He was then reportedly tied with a rope and dragged into a bare cell in the Assistant-Chief’s office. According to the information received, he was then transferred to the Chief’s office where he was reportedly punched and kicked, and locked in a cell. On 25 November, he was reportedly released. He is said to have given a statement at the police station and was asked to go to the hospital in order to fill in a P3 form. He was reportedly treated for injuries on his back, shoulders ankles and wrists. On 18 January 1999, the P3 form was reportedly returned to the police station. On 24 January 1999, he is said to have been told by the officer-in-charge of the police station to come back later. He reportedly never received any response regarding his complaints. Six months later, he is said to have seen the officer commanding a police division and the Kakamega Provincial Police Officer who informed him that his file was not complete. Meanwhile, he is reported to have filed a civil case.

58. **Abdi Hussein Hassan** was reportedly arrested on 29 November 1998 in Dabad town. A lieutenant and a constable are said to have asked for his identity while he was in his brother’s restaurant and then to have taken him to the administrative police camp in Dabad. He was reportedly taken with one of his friends, **Ali Abdullahi**, in a military vehicle to the forest, where he was allegedly severely tortured. Abdi Hussein Hassan was allegedly attached to the roof of a moving vehicle. His body was reportedly banging against the vehicle. He reportedly fainted. Water was then reportedly poured on him in order to make him recover consciousness. He was interrogated about a gun that he denied possessing. He was then allegedly beaten, kicked and burnt with a cigarette on his neck and legs. Ali Abdullahi was reportedly treated in a similar manner. This is believed to have lasted for six hours. They were then returned to the camp and released a few hours later. At the time of the interview (26 September 1999), Abdi Hussein Hassan was still suffering from headaches and had problems urinating. He reportedly complained to the district officer, who asked the lieutenant in charge of the operation to apologize, which eventually happened on 30 November 1998. On the following day, Abdi Hussein Hassan reportedly went to the Dabad police station in order to get a P3 form. On 3 December 1998, he

was reportedly taken to Garissan Provincial General Hospital and then to Garissa Nursing Home to receive medical treatment.

59. **Hellen Wanjiru**, who was pregnant at the time, was reportedly arrested near her home and accused of loitering on 18 November 1998 by police officers from Mwiki police station. She reportedly pleaded with police to release her after she started having labour pains, but they reportedly refused and allegedly slapped her. She was reportedly detained for 12 hours before giving birth prematurely.

60. **Dennis Muthomi**, aged 10, and another boy were reportedly arrested on 11 December 1998 and detained at the Meru police station, where they were allegedly severely tortured. The following day, they are said to have been admitted to the Meru District Hospital, where they were treated for multiple serious injuries, especially in the spinal and cervical areas.

61. **Peter Muraya** was reportedly arrested on 20 December 1998 at his home in Gitare Marigu, in Dandora, Nairobi, on suspicion of being in possession of chang'aa, an illicit brew. He was reportedly taken to Buru Buru police station, where he was detained for four days without being taken to court. His mother is said to have visited him on 23 December and he reportedly complained to her about the beatings he had been subjected to. On the following day, his mother found his body at the mortuary. The police is said to have claimed that he had committed suicide. According to a post-mortem examination, he died from suffocation. No action is said to have been taken.

62. **Peter Muchiri Munene** reportedly appeared before the Nyeri court on 30 December 1998 on crutches, suffering from a broken leg. He had allegedly been tortured by prison warders. According to the information received, the magistrate ordered an investigation the results of which were not known at the time of writing.

63. On 6 January 1999, at about midday, a contingent of armed government security personnel reportedly appeared at Danisa C village in the Tana River district. They allegedly started shooting indiscriminately, ordering men, women and children of the Galje'el community to come out of their houses. The security personnel are said to have subsequently told them to "go back" to Somalia and to have subjected them to beatings. They are also alleged to have raped about 20 women in an attack on two successive nights. The attack was believed to have been carried out in response to an attack against the district commissioner of Baringo which had reportedly been carried out by bandits near Lagabuna four days earlier.

64. **Jeffrey Lutilo** was reportedly arrested on 12 January 1999 in Malaba and taken to Malaba police station, where he was interrogated about a cousin accused of having stolen a car in Nairobi. One week later, he was reportedly transferred to Eldoret police station, where he is said to have stayed for two days. The first day, he was allegedly taken to a nearby forest, where he was severely beaten with wooden sticks for approximately one hour on his legs, feet and chest by five police officers from Eldoret and Nakuru. He is believed to have had a broken right leg as a result of the beatings. According to the information received, he was denied medical treatment while in detention, except some attention from fellow detainees. He was then transferred to Nakuru Central police station, where he was interrogated and beaten again with bamboo sticks on his

back. At night, his testicles were allegedly tied up, pulled, beaten and squeezed. Matches were allegedly inserted into his penis. He was allegedly stripped naked, chained and suspended on a wooden bar between two tables, and beaten in that position. He is reported to have become unconscious several times. According to the information received, he was eventually asked to sign three different statements, none of which he was allowed to read. He signed because he was in great pain. On 2 February, he was reportedly taken to Nakuru court, where he was charged with car robbery. He is said to have informed the magistrate of the alleged ill-treatment to which he had been subjected, and the magistrate is reported to have indicated that the prison guards would transfer him to a hospital for appropriate medical treatment. But he was reported to have been taken to the Nakuru general hospital only one week later. His leg is said to have been put in plaster and he also apparently received medical treatment for his penis, which was bleeding. He stayed at the hospital for four days. At the time of the interview (25 September) he was still receiving medical treatment while in detention in Nakuru prison and his case was believed to remain pending in court.

65. **David** was reportedly visited at his home in the middle of the night of 17 January 1999 by three police officers, 10 members of the KANU Youth Wing and a number of villagers from Kikuyu who had the intention of arresting him for rape. The allegations were allegedly solely motivated by a personal grudge on the part of the members of the KANU Youth Wing against David and his mother. It is reported that at 1 p.m. the previous day, David had protected a girl from being sexually assaulted by several men, but had not seen another girl who had reportedly been raped by the same men. He was allegedly subsequently suspected by villagers of having raped her. When the police arrived at David's home, his mother reportedly started screaming and three KANU Youth Wing members allegedly beat her. She was said to have subsequently attempted to run away and allegedly was cut by barbed wire. She also allegedly sustained swelling to her right eye and bruises to her thighs from being whipped. When David attempted to run from the police, the officers reportedly set a dog on him. Three policemen allegedly beat him all over his body with whips and clubs made of black rubber for over 45 minutes. When he reportedly lost consciousness, he was woken up and taken back to his home, where he was allegedly beaten again. His mother was said to have come back out of her house and to have been subjected to a renewed assault. At about midnight, David's brother, **Arthur**, reportedly attempted to come to his brother's and his mother's rescue with a sword. Subsequently, the police was said to have beaten him for about 15 minutes and to have unleashed the police dog, which bit his left thigh. He was also reportedly further beaten by the police with whips and clubs and had his arms tied with a belt. Arthur and David were allegedly subsequently taken to Kikuyu police station by the police. At about 2.30-3 a.m., they were said to have been placed in a cell. When their mother came to see them the following day, she was reportedly arrested and placed in a cell from which she was said to have been moved 15 minutes later. On 18 January 1999, an officer of the Criminal Investigation Department allegedly pre-prepared statements. Arthur was reportedly questioned by the deputy officer in charge of the police station about the rape allegation and wrote a statement. Arthur and David are reported to have complained of their injuries, but to have been denied access to a medical doctor. On 19 January, Arthur is believed to have been taken to court on charges of obstruction of justice, for which his sword was allegedly used as evidence. At the trial, he was said to have requested bail and was released on payment of K Sh 30,000. His case was allegedly scheduled for 1 October 1999. David was reported to have been taken to court on 26 January 1999 charged with rape. He is said to have pleaded not guilty and was allegedly

released on bail on payment of K Sh 50,000 on 27 January 1999. The date of his substantive trial was reportedly set for 5 October 1999. Arthur and David are said to have received treatment from a medical doctor. They reportedly went to Kikuyu police station on 15 February to request a P3 form, which was allegedly refused on the grounds that their cases were pending at the time of their request. The KANU Youth Wing members who are said to have come to the house of David's mother are reported to have been arrested for the murder of a 28-year-old man.

66. **Moses Kaporot Ben**, a 39-year-old farmer from Maseek sub-location, Chongewo location, was reportedly severely beaten on 19 January 1999 around 9.30 a.m. by an assistant-chief (whose name is known by the Special Rapporteur) and three of his colleagues who were working on his farm on a new road opening. He was allegedly tied with a rope and beaten by the assistant-chief on the mouth, the chest and the back. He was reportedly released after his friends intervened, and received medical treatment in Kopsilo dispensary. On 21 January, he reportedly filed a complaint at the Kipsigon police base. The same day, he was reportedly arrested by the Administrative Police and taken to Chelebei Patrol base, which is said to be a room rented by the Administrative Police in order to detain persons. Later that day, he was reportedly transferred to Kopsito police post, where he stayed without being given food for five days. On 22 January, he was reportedly asked why he wanted to beat the assistant-chief. On 25 January, his case was reportedly referred to the Kimilili Magistrates Court in Bungoma district. However, no judge was present. The following day, he reportedly appeared in court and denied the charges brought against him of creating public disturbances. He was reportedly sent to Bungoma prison on remand. On 28 January, he was released on bail. A judgement concerning his case was expected on 21 October 1999. He reportedly received medical treatment from a private doctor working in conjunction with Independent Medical-Legal Unit (IMLU), an NGO, and completed a P3 form (a copy of which is in the possession of the Special Rapporteur) on 31 January 1999. On 11 February, he is said to have returned to Kipsigon police station with two witnesses in order to write a statement. On 3 May, he reportedly wrote a letter to the officer-in-charge of the police station. On 8 June, he is said to have received a response from an officer commanding a police division saying that an inquiry would take place. Since then, it is alleged that nothing has been done by the police regarding his complaint against the assistant-chief and his colleagues.

67. **Gentrix Musuya**, a 25-year-old woman who was eight months pregnant at the time, from Kolongotuy sub-location, Emia location, Mont Elgon district, was reportedly beaten at her home by Administrative Police officers on 29 January 1999. She was reportedly interrogated about some people who were accused of drinking illegally brewed beers. She was allegedly beaten and kicked in the stomach, leading her to miscarry. The following day, she went with her husband to the Kipsigon police station, where she was advised to first get medical treatment, given her poor state of health. She was reportedly treated at the Kopsino health centre and by a IMLU doctor whose reports indicate that she was experiencing pain in her lower abdomen and back, as well as experiencing shock and depression from having miscarried. On 10 February, she filled in a P3 form (a copy of which is in the possession of the Special Rapporteur), which was returned to the police on 18 February. The same day, she wrote a statement at the Kipsigon police station. Since then, she has not heard anything about her complaint, despite the fact that the District Commissioner and the officer commanding a police division promised her that they would follow up her case.

68. In February 1999, a 17-year-old from Nyanza province and his whole class were reportedly subjected to beatings with the cane for alleged under-performance. The 17-year-old was reportedly caned four times while lying on his stomach. He was allegedly grabbed by the headmaster, further hit on the sides of his head and told to lie down again. He was then allegedly caned on his back, punched and stepped on. Other teachers reportedly started to leave at this point. His back was said to have been bleeding and he was allegedly sick. When he reportedly returned to school, the headmaster was said to have threatened him with more severe beating if he failed or missed a test.

69. **Romano Wasike**, aged 68, was reportedly arrested by six persons in plain clothes on 22 February 1999 around 5.30 p.m. in Mufutu, Bungoma town. He was allegedly beaten with rubber truncheons and was taken to the Bungoma police station, where he was reportedly accused of having beaten a policeman. He was reportedly interrogated for three days by the crime section and then was told to leave. During his detention, he was allegedly kicked and beaten with truncheons each morning and evening, for approximately half an hour at a time. It is reported that he was interrogated by four different police officers, who are believed to have threatened him in order to force him to sign a statement. According to the information received, he finally signed such a statement on 23 February, but was only released on 25 February. The case against him is said to have been dropped by the police.

70. The Special Rapporteur has also received information of alleged violence by security personnel on 22 February 1999 at the Mandizini Estate. According to the information received, on the afternoon of 22 February, several contingents of police arrived at the Estate, purportedly in response to the alleged beating of a police officer there earlier in the afternoon. Thereafter, a reported two-hour reign of terror ensued during which many civilians were reportedly injured. Information was received on the following individual cases:

Casiah Mugure, a 69-year-old woman who owns a food kiosk at Mandizini Estate, was reportedly arrested by two police officers at her kiosk at about 4 p.m. She was reportedly holding a water jug at the time of her arrest and the police allegedly beat her with a club and hit her with a gun on the left side of her chest. She was reportedly detained at the Bungoma police station until 23 February, when she was released.

Amina Raymond, a 56-year-old housewife at the Mufutu Estate, was reportedly arrested and detained at the Bungoma Police station until 8 p.m. on 22 February 1999. At the time of her arrest, police allegedly beat her on the hips and buttocks using clubs and guns.

Romano Wasike, a 67-year-old herbalist and farmer, was reportedly approached by a number of plain-clothed police officers at 5.30 p.m. The police officers allegedly beat his back, hands and legs. He reportedly lost consciousness and was then thrown into a police Land Rover. According to the information received, the police also allegedly destroyed his medicine. He was reportedly taken to the Bungoma police station, where he was detained until 25 February. At the station, police allegedly whipped him on several occasions while ordering him to sign two statements alleging that he had incited youths to beat a police officer and had allegedly obstructed police officers from carrying out their lawful duties.

Ali Wafula, a 42-year-old driver had reportedly just returned to his rented room near the Banana Bar when police allegedly kicked open his front door and allegedly started to beat him using a rungu (club) and a boot. He was reportedly beaten on his hip, hand, forehead and chest. Thereafter, according to the information received, he was detained at the Bungoma police station until 25 February. He was reportedly released at around 8.20 p.m. on 25 February.

Margaret Agor, a 46-year-old mother was reportedly resting on some grass near a food kiosk when police officers allegedly started hitting her on her hips, hands, shoulders and knees. She was reportedly then thrown into a Land Rover and transported to a police station, where she was said to have been detained for the afternoon. During the alleged detention, she was reportedly whipped with rubber strips. **Jackson Macharia Mugo**, a 34-year-old disabled man, was reportedly arrested, allegedly beaten and detained under the same conditions.

Paul Masiga Nyongesa, a 21-year-old businessman, was reportedly returning home around 5 p.m. when he was allegedly arrested near the Moi primary school by the police. The information received indicates that the police hit him several times on the head with a pistol muzzle, then reportedly beat him with clubs (rungus) before whipping him with rubber strips. He was said to have been detained at the Bungoma police station until 24 February, during which time he was allegedly whipped by police with rubber strips. According to the information received, he apparently has some physical marks on his body allegedly caused by the whipping.

Haji Yusaf, aged 68 years at the time, was reportedly coming back from his rental plot of land opposite Victory Church, when he supposedly met several police officers who allegedly beat him with rungus on several parts of his body. He reportedly lost consciousness as a result and was taken to Mumias Road Nursing Home, where he was reportedly admitted with a fractured head. According to the information received, he later died, on 14 May 1999. A post-mortem examination was apparently performed.

Enock Bukachi, a 28-year-old businessman residing in Mandizini, was reportedly coming home from a video library when he saw police officers allegedly beating someone. He was reportedly beaten with rungus several times on the hand, shoulder and back. According to the information received, he was then thrown into a Land Rover and brought to a police station, where he was reportedly detained until about 6 p.m. on 24 February.

71. **Jane Chasoo**, from Mont Elgon, Kapsokuan district, was reportedly arrested by two police officers while she was returning home with her brother-in-law on 14 March 1999. She was allegedly pinned to the ground and raped in the presence of her brother-in-law. The following day, she reportedly went to Kipsigon police station in order to file a complaint. According to the information received, she was first told to go to the hospital for treatment. When she came back from hospital, a P3 form was completed at the police station. Since then, she reportedly has not received any news regarding her complaint despite repeated inquiries with the District Officer. The officers allegedly responsible for her rape were said to be still on duty.

72. **Isaac Mwaniki Gitari** was reportedly arrested in April 1999 by two officers of the Administration Police and frogmarched to Eldoret police station, where he was allegedly threatened with a gun and severely beaten. He was eventually released the same day owing to his nephew's intervention. He is said to have collapsed five hours after his release and to have been taken to the Uasin Gishu District Hospital. He is said to have died 12 days later. An autopsy said to have been conducted at the Moi National Teaching Hospital reportedly found the cause of his death to have been a dislocation of his upper cervical vertebrae and compression of his spinal cord. Reportedly as a result of pressure by family and human rights groups, an investigating team was said to have been sent from Nairobi. According to the information received, no proceedings had been instituted against the officers at the time of writing the report.

73. **Duncan Ndegwa**, a policeman attached to the Nairobi Provincial Criminal Investigation Department Headquarters, was reportedly arrested in May 1999 and allegedly severely tortured by members of the "flying squad" based in Pangani. According to the information received, he was questioning the propriety of a person's arrest when he himself was arrested.

74. **Peter Munga** and seven other individuals were reportedly arrested by the "flying squad" in May 1999 at Waithaka. According to the information received, they were taken to Kikuyu police station, where they were allegedly severely tortured. **Tama Kimotho** is said to have died from his injuries and to have been taken to Kenyatta National Hospital mortuary.

75. **David Munyoki** was reportedly beaten to death on 10 May 1999 by residents of Ikanga location in Kitui district who suspected him of having been one of six people who had reportedly broken into the home of a resident at 11 p.m., allegedly beating him with rungus and taking money from him. He was allegedly frogmarched to the resident's home. The villagers were said to have beaten him with whips and sticks. His hands were reportedly tied with a rope. On the way to the Chief's camp, he was said to have been continually beaten by a group of young men, who reportedly forced him to sign a confession naming his alleged accomplices. He was reportedly beaten to death and left by the roadside. His body was believed to have only been collected by officers of the Kitui police station at around 4 p.m. the next day. No one had reportedly been arrested by 30 June 1999.

76. On 23 May 1999, officers of the Kenyan army and the police are believed to have jointly attacked herders of the Gabbra community at the Baresa watering point in Marsabit district, bordering Ethiopia. The attack was said to have been a "security operation" by the Kenyan security forces aimed at expelling members of the Ethiopian Oromo Liberation Front who were allegedly staging raids against the Government of Ethiopia from Kenya. Over 70 men were reportedly herded together and stripped naked. Some men were said to have had their testicles pulled, whilst others were reportedly pricked with thorns between their fingers and toes. The military were said to have investigated the matter. At the time of writing the report, the findings of the investigations had reportedly not been made public, nor any arrests made.

77. **Erustus Gakungu Mwangi** was reportedly arrested on 25 May 1999 around 5.50 a.m. by four policemen from Gakoigo police post and taken to Maragwa police station in Muranga district. At the time of arrest, he was allegedly severely beaten. On the following day, his brother is reported to have found his body at the mortuary. According to the information received, the

police had taken his body to the mortuary but had registered him under a fictitious name. The police are also said to have claimed that he had been killed by an irate mob.

78. **Jirma Hussein**, a 29-year-old man from Sololo (Obbo) division in Moyale district, was reportedly arrested by a group of plain clothes police officers at 9.30 p.m. on 28 May 1999. At the time of his reported arrest he was apparently attending a funeral. A group of police officers from the Kamukunji police station allegedly then started to beat him. One of the police officers allegedly kicked him on the genitals, causing him to scream in pain while the police officers reportedly laughed. Thereafter, the police officers allegedly pointed their guns at his eyes and threatened to shoot him if he spoke. One of the officers reportedly grabbed him from behind by his belt and, holding the back of his neck, pushed him to walk forward. The officers allegedly ordered him not to look behind and told him that if he did, they would shoot him. When he did reportedly look behind, one of the officers allegedly hammered a gun into his face, causing it to bleed. Later, he was reportedly taken to a house, where police officers allegedly beat him further and jumped on him with their boots. He was later reportedly blindfolded and driven to the Embakasi police station and then the Jogoo police station. He was reportedly beaten and had his testicles pinched until he shouted in pain. He was also reportedly put into a cell and threatened by police officers that they would come the next day to “finish him off”. His requests for medical treatment were apparently all denied. On 30 May 1999, he was reportedly threatened that if he did not sign a prepared statement, his head would be shot by a gun placed into his mouth. He was later released after attending court.

79. **Tache Ole**, aged 41, was reportedly arrested by several officers of the Kenyan Wildlife Service (KWS) in the Shamble market, Magadi, Rift Valley province, on 2 June 1999. Two of his friends, **Aleke** and **Abdu**, are said to have been arrested at the same time. They were all taken to Lega market, where they were allegedly beaten on the soles of the feet with a wooden stick. Marks were still visible at the time of the interview (22 September 1999). They were reportedly handcuffed and their legs were tied. They were reportedly surrounded by around 30 KWS officers and left in the sun somewhere on the outskirts of the market. The following morning, around 6 a.m., their feet and hands were tied together from behind and they were forced to lie on their stomachs. They were then allegedly beaten again with wooden sticks. They were kept all the day under the sun. On 3 June, three other persons, **Ibrahim Dabasso**, **Hussein Malisha** and **Alow Omar** were reportedly arrested and taken to the same place, where they were subjected to the same treatment. On 4 June, **Hassan Mohamed**, a Muslim trader from Lega, was also reportedly arrested by KWS officers and taken directly to the Magadi police station, where he was allegedly severely beaten for half an hour with sticks and truncheons. He was also allegedly kicked in front of police officers, who are said not to have intervened. On 4 June, around 6 p.m., some people, including Tache Ole’s wife, took Tache Ole and Ibrahim Dabasso to the Magadi hospital. The others were reportedly taken into police custody at Magadi police station, from where they were directly taken with Hassan Mohamed to Ngong police station. On their way to Ngong police station, it is alleged that Hassan Mohamed was beaten again with gun butts. They were reportedly released on 15 June owing to pressure by human rights activists and the Head of KWS. It is reported that Ibrahim Dabasso died at the Magadi hospital on 11 June, allegedly as a result of the beatings he sustained. Tache Ole reportedly received medical treatment from the non-governmental organization IMLU for two months. He reportedly had a fracture of his right leg and wounds on the feet, legs and back. He, Hassan Mohamed and Alow Omar are said to

have obtained a P3 form. Alow Omar reportedly had a broken right leg and foot. During his detention at the police station, he was allegedly refused medical treatment. All of those detained at the police station were reportedly asked to report weekly to the police. According to them, they had been arrested because somebody had given KWS their names as persons having guns. They were reportedly interrogated about guns. According to the information received, a senior KWS officer was fired by the Head of KWS and two officers were suspended on 15 June. A letter was reportedly sent to the Attorney-General asking for an inquiry to be opened.

80. **Hassan Mohamed**, 39 years old, was reportedly arrested in early June 1999 by KWS personnel, who allegedly beat him with rifle butts and slapped and kicked him. He was seen by a doctor on 16 June 1999 who reported that he had loin and chest pain, a small wound on his skull and tenderness in the lower abdomen. He also reportedly had traces of blood in his urine and may have been suffering from cystitis. A P3 form was completed by him on 4 June 1999 and is in the possession of the Special Rapporteur.

81. **Olow Chachole**, 41 years old, was allegedly beaten by KWS personnel at Magadi from 2 June until 4 June 1999. He was reportedly admitted to Magadi hospital from 4 to 11 June 1999. There he underwent x-rays and treatment for severe soft tissue damage and a broken bone in his right foot. He completed a P3 form on 19 July 1999 at the Magadi police station; it is in the possession of the Special Rapporteur. According to the P3 form, he sustained bruises to both his wrists, wounds on the soles of his feet and a fractured bone in his right foot, allegedly as a result of the beatings.

82. **Alow Omar Hussein**, 38 years old, was reportedly arrested by KWS personnel on 3 June 1999. According to the information received, he was allegedly beaten by KWS personnel, which reportedly caused numerous injuries to his feet, chest and abdomen. He filled in a P3 form (in the possession of the Special Rapporteur) on 4 June 1999, which details a number of injuries he reportedly sustained, including a fractured fifth metatarsal bone in one of his feet and wounds on both of his feet, allegedly as a result of the beatings.

83. **John Njenga** and seven other men were reportedly victims of a lynching at Kiganjo Ranching Company in the Kimuchu area of Thika district around 11 June 1999. They were reportedly suspected of theft. John Njenga had allegedly been working on a construction site when he was approached by a group of people who reportedly told him to accompany them back to the village. His hands were said to have been tied together with a rope and he was allegedly taken to Muthara primary school playground where he was reportedly ordered to sit on the ground next to seven other men. They were believed to have been questioned by the villagers while being beaten by two men with metal rods, whips and pangas. John Njenga reportedly lost an ear in the attack. Other men reportedly castrated some of the victims with a pair of pliers. They were then said to have piled up the victims and a fourth villager was believed to have poured paraffin over them and set them alight. Seven of the victims reportedly died and John Njenga allegedly survived the attack with severe burns. The police at Juja police station were said to have been informed at 10 a.m. but to have only arrived at 5 p.m., by which time the suspects had reportedly been lynched. According to the information received, no arrests had been effected at the time of

the report, despite the fact that the parents of the victims had allegedly written statements and had provided the police with the names of those who were reportedly responsible for the attack.

84. **Issa Suko Abdi** was reportedly arrested on 16 June 1999 on suspicion of murder and detained at the Garissa police headquarters. During the first 12 days of his detention, he was reportedly not interrogated. On 28 June, he was allegedly interrogated by an inspector of the Criminal Investigation Department, who is said to have tried to extract a confession by beating and slapping him. He was allegedly beaten on the knees, thighs, elbows and back. The inspector is said to have written a statement, which Issa Suko Abdi refused to sign.

85. A student from Eldoret Polytechnic was reportedly battered to death on 18 June 1999 by a gang of touts when allegedly participating in a student demonstration against mass examination failures. Armed policemen reportedly stood by without intervening.

86. **Yakub Farah** was reportedly arrested by four policemen on 19 June 1999 while he was on his way to the mosque in Garissa. He was allegedly severely beaten with truncheons and wooden sticks. He allegedly fell down and was then kicked. According to the information received, he started vomiting blood and was then taken in a police vehicle to the Garissa police station, where he was held in a cell. A police officer reportedly decided to take him to hospital, where he is said to have arrived unconscious. He reportedly recovered consciousness three days later. According to the information received, he was released from hospital one week later and went to the Garissa Nursing Home where he reportedly stayed for 10 days. At the time of the interview (28 September 1999), he was still suffering from headaches, he could not see properly with his left eye, and he was reportedly bleeding from his nose when he bent down. According to medical reports which were shown to the Special Rapporteur, the medical superintendent of the Garissa Provincial General Hospital and a medical doctor from the Garissa Nursing Home concluded that he had sustained injuries consistent with his allegations. According to his testimony, he does not know why he was beaten and then arrested. The officer-in-charge of the police division reportedly informed him that an investigation would be carried out.

87. **Brian Ochieng Uruko**, aged 21, was reportedly arrested in Bungoma town by the police on 8 July 1999 during a taxi (Matatus) strike. He was allegedly severely beaten by five policemen with wooden and metallic truncheons. He was reportedly then taken in a Land Rover to the police station at Bungoma, where he was lined up with 15 other persons who had been arrested at the same time. They were allegedly all beaten. He was reportedly accused of causing a public disturbance and of having thrown stones at the police. He is said to have signed a statement at this time. He was then reportedly put into an overcrowded and very hot cell. The following day, he was reportedly brought to court. He was released on bail. It is reported that during the same incident two persons, **Aboubaka Musikoye** and **Jacob Masete**, died. According to the information received, the police declared that they had died because of the conditions of detention, while other persons detained at the same time allegedly claimed that they had died from injuries sustained at the time of arrest. Both were said to have been bleeding from their heads and their bodies reportedly bore marks of injuries. A post-mortem examination by IMLU is said to have discovered blood in the brain due to injuries, and internal bleeding in the stomach. Their families are believed to have been harassed by the police and were offered money not to file a complaint.

88. **Jane Muthoni Maina** was reportedly assaulted by the Assistant Chief at Ol-Kalou on 10 July 1999. She was allegedly beaten and thrown to the ground. As a result, her chest and right hand were reportedly seriously injured. On 20 July 1999, she reportedly went to Ol-Kalou police station. A P3 form is said to have been completed by a doctor and to have been given to a police officer. According to the information received, she was later informed that the Assistant Chief could not be prosecuted as he was a senior public officer.

89. **Evans Simiti** and his brother, **Joseph Wahongola**, were allegedly beaten on 18 July 1999 by police officers at the market of Kapkaten while they were chasing one of their cows which had been given to them by their brother-in-law as dowry and had now escaped. They were then reportedly taken to the police station, where they were beaten with truncheons for around an hour, by four police officers. They were reportedly put into a cell, from which they were released in the evening of the same day. On the following day, they reportedly went to Bungoma hospital where they received medical treatment. Evans Simiti is said to have broken one of his fingers on his left hand. The two men are said to have tried to file a complaint at the police headquarters of Kapsakwany, Mont Elgon district. It is reported that no one would listen to them. On 4 August, under pressure from a non-governmental organization, the officer commanding the police division in Kapsakwany is said to have agreed to open an inquiry and he also recorded statements of the alleged victims. It is reported that when they went to the hospital to get a P3 form, the police officer accompanying them spoke with the medical doctor before they could see him. According to them, when the doctor finished his conversation with the police officer, he asked both of the alleged victims for 1,400 Kenyan shillings to get a P3 form. The four police officers allegedly involved in this incident are reportedly still working at the police station.

90. **Anastasia Wariera** was reportedly arrested on 25 July 1999 at around 8 a.m. in Gong by two police officers on suspicion of theft. She was reportedly not taken to the police station, but to a bush close to her house, where she was allegedly severely beaten with sticks and plastic truncheons on the legs and arms all day long. At the time of the interview (29 September), marks, in particular an open wound on the upper part of the right leg, consistent with her allegations were still visible. She was eventually taken to the police station at night. The officer-in-charge is reported to have sent her to the Kenyatta Hospital, where she was reportedly treated for two days. She is said to have complained about the beatings to the officer-in-charge, who reportedly suspended the two officers. On 28 July 1999 she gave her statement and on 3 August 1999 she reportedly handed in a completed a P3 form to the officer-in-charge (a copy of which is in the possession of the Special Rapporteur). It is not known whether an investigation was opened.

91. **Omar Sharif Ali** was reportedly arrested on 5 August 1999 by the police at Madoga, Tana River District on suspicion of having stolen shoes and detained at the local police station for two days. During his interrogation, he was allegedly beaten, slapped and whipped for half an hour. Marks on his hands, arms and upper thighs which were consistent with his allegations were still visible at the time of the interview (28 September). He was reportedly forced to sign a statement, which was not read to him despite the fact that he could not read. He was then reportedly transferred to Garissa court, where he pleaded not guilty and was immediately put on remand at Garissa GK Prison. He went to court a second time on 24 September. In the prison dispensary, he is said to have been given painkillers, but to have subsequently been told that he had to pay to receive them.

92. **Peter Mwangi Karanja** was reportedly arrested on 31 August 1999 in Langalanga, Nakuru town and taken to Nakuru Central police station. It is said that he was suspected of attempted robbery. According to the information received, he stayed there for 10 days without being interrogated and was transferred to Bodeni police station on 10 September 1999.

On 12 September, he was allegedly beaten on his chest and knees with truncheons by police officers in order to extract a confession. He was allegedly also hit on the right side of his head with a shoe. At the time of the interview (25 September), marks consistent with these allegations were still visible. After this interrogation, he is said to have agreed to sign a statement declaring that he had attempted to knife somebody. He was reportedly produced in Nakuru court on 13 September, but was not able to complain about the ill-treatment to which he had allegedly been subjected. He was reportedly unable to pay his bond. He intended to complain to the magistrate at the next hearing, which was due to be held on 27 September 1999.

93. **Patrick Kamau Chege** was reportedly arrested in Molo between 6 and 8 p.m. on 2 September 1999. He was said to have subsequently been taken to Molo police station. At midnight, he was allegedly transferred to Leburgon police station by plain clothes police officers and from there to the police headquarters. Patrick Kamau Chege was said not to have been aware of the reason for his arrest. At 10 p.m. the following evening, he was reportedly forced into a car boot and taken to identify a person who he allegedly had never seen before. Subsequently, the police are said to have released a police dog to attack Patrick Kamau Chege and the other person. The dog reportedly bit their legs and testicles. Patrick Kamau Chege was allegedly placed in the vehicle and taken back to Molo police station where he was said to have been beaten with sticks. He was reportedly subjected to continuous beatings until 6 September, aimed at his joints, toes and ribs. He was also allegedly stripped naked and had his hands tied behind his knees. He was reportedly first presented to a magistrate on 10 September 1999. The magistrate ordered him to be taken to hospital; he was said to have been brought to a clinic and the clinical officer reportedly sent him to hospital. He was reportedly placed on remand and charged with robbery with another group of people despite a reported absence of evidence. During his reported presence in the police lock-up, his family is said not to have been allowed to have access to him.

94. **Abdulrashid Hassan** was reportedly arrested on 3 September 1999 on suspicion of having abused a nurse and detained at Garissa police headquarters. According to the information received, he was beaten several times while being interrogated. He was also slapped and kicked in the cell. He was allegedly subjected to this treatment for five consecutive days. On 13 September, he was reportedly taken to court where, after having been charged, he was transferred to Garissa GK Prison on remand. He returned to court twice and, according to the information received, his case was listed for hearing on 14 October 1999. He is suffering from tuberculosis, information which is noted in the prison cells register. But he is said not to be receiving any drugs despite his requests.

95. **Abubakar Abdi Noor**, a member of the Ogaden clan, was reportedly arrested on 7 September 1999, according to the cells register of the Garissa police headquarters where he was detained and where the Special Rapporteur met him on 28 September. He was allegedly beaten with sticks, kicked and lashed while he was interrogated about a weapon he claims to have returned to the police. According to the cells register, he was detained on suspicion of robbery

with violence. He was allegedly subjected to such beatings every day. The occurrence book indicates that Abubakar Abdi Noor was taken from his cell several times for the purpose of interrogation by various Criminal Investigation Department (CID) officers. Upon each return from the CID office, a mention "appearing normal and no complaint" had been written down next to his name. He also believed that he may have been subjected to this treatment because of his membership of the Ogaden clan. At the time of the interview, he was bearing visible marks of torture, including open wounds and haematomas, on the right leg and buttock, consistent with his allegations. Throughout his time in detention, he was reportedly never taken to court. According to the information received, on the morning of 27 September 1999, the day on which the Special Rapporteur started his visit to the Garissa police headquarters, he was taken by the head of the CID to the Chief's office. According to the cells register, he had been taken to court on that day. On the evening of 27 September, he was reportedly taken to another location, where a CID officer allegedly kept watch on him. At 2.30 a.m. on 28 September, he was eventually produced before the Special Rapporteur. According to the information received, he was taken to the hospital on the morning of 28 September and received medical care. He was then taken back to the cell. He was supposed to be taken to court on the same day or released.

96. **Gibson Musungu** was arrested on 15 September 1999. He was reportedly brought to Nakuru police headquarters. A central police officer allegedly borrowed K Sh 250 from him to pay for dental work. This police officer is said to have subsequently threatened Gibson Musungu with disappearance. Allegedly, his relatives were not informed of his detention. He was reportedly subjected to beatings in the Criminal Investigation Department office at the police headquarters. He was allegedly kicked in the head and ribs with boots, whipped, beaten on his back and punched on the jaw, which reportedly led to headaches and to a broken tooth. On 22 September, he asked to be taken to hospital. He was allegedly informed by the clinical officer that an appointment had been booked. He was reportedly presented to a judge after one week in prison and was allegedly informed that he would be given bail, monitored from the outside and that he would be able to get medical attention. Instead of being released, Gibson Musungu was allegedly brought to Nakuru GK Prison for a probation officer to see him and, at the time of the Special Rapporteur's visit, he had allegedly been in detention there for approximately one week.

97. **Mary Njeri**, aged 17, and **Zippora Ndiko**, aged 15, were reportedly arrested on 17 September 1999 on suspicion of having participated in a carjacking. They were allegedly found in the stolen vehicle and taken to Mutarakwa police post. According to the information received, they were beaten with sticks while being interrogated about the whereabouts of the carjackers. They reportedly informed police officers that Zippora Ndiko had been raped by one of the carjackers and needed appropriate medical treatment. The following day, they were said to have been taken to Tigoni police station, where they allegedly requested medical attention, without success. They were interrogated and beaten with hoe sticks on the knees and feet by three policemen. A policeman is said to have stepped on Mary Njeri's neck after she was allegedly made to lie on the floor. Zippora Ndiko was reportedly sexually abused by a policeman and was allegedly forced to have oral sex with some others. The following day, the officer-in-charge of the police station reportedly intervened and the beatings consequently stopped. On 19 September, Mary Njeri and Zippora Ndiko were reportedly transferred to Kikuyu police station. During all their detention, they have reportedly never seen a magistrate and Mary Njeri's family was apparently never informed of her arrest.

98. **Augustin Tuna Kimari** was reportedly arrested at his home at around 6.30 a.m. on 17 September 1999 by members of the so-called "flying squad". His arrest is confirmed in the occurrence book, which was seen by the Special Rapporteur. He was reportedly accused of having stolen cars. He was reportedly taken to Nakuru Central police station where he was allegedly interrogated and beaten with a metal rod on his knees, ankles and elbows. At the time of the interview (26 September), marks consistent with his allegations were still visible. He was also allegedly slapped on his face and on other parts of his body. He was reportedly not able to walk properly after this interrogation session and is said to have been denied medical treatment. He is also said to have been denied access to a lawyer and to see members of his family. On 24 September, he was allegedly transferred to the Menengai police station, where he was reportedly left in a cell without being interrogated or brought to a magistrate.

99. **Tari Godana Gababa** was reportedly arrested on 20 September 1999 in Olrongoi by police officers from Menengai police station on suspicion of having stolen a bicycle. He was allegedly severely beaten with sticks for approximately half an hour at the time of arrest. At the time of the interview (26 September), marks consistent with his allegations were still visible on the left side of his back. Other persons arrested at the same time were reportedly released after having paid a bribe. He was allegedly denied medical treatment, but he reportedly did not complain about the beatings he was allegedly subjected to.

100. **Joe Cosmas Kiplagat Birir** was reportedly arrested at around 7.30 p.m. on 21 September 1999 by two teachers at the Kabarak high school in Olkilge, Nakuru town, who had asked him to buy something for them. He is said to have been taken in a taxi to the Menegai police station. It is reported that he was severely beaten in the taxi. According to the information received, he was beaten especially on the chest, with a piece of metal found in the taxi. He is said to have been vomiting blood in the taxi and upon his arrival at the police station. The beatings are reported in the occurrence book at the police station. At the time of the interview (26 September), marks on his body, particularly haematomas, consistent with the allegations, were still visible. No medical attention was reportedly provided to him. He was allegedly deprived of food for the following three days. He was reportedly not interrogated, however, and reportedly no action was taken against the two teachers allegedly responsible for the beatings.

101. **Lokolina Kalore** was reportedly arrested on suspicion of robbery with violence on 15 September 1999 by Rongai police officers, who are said to have severely beaten him. He was reportedly transferred from Rongai police station to Njoro police station the same day. According to the information received, he was in a very bad condition when brought to Njoro police station. The occurrence book, however, indicated that he was physically fit.

102. **Paul Karigo** was reportedly arrested on 20 September 1999 and directly taken from Industrial Area to Njoro police station. The following morning, he is said to have been interrogated in the crime office and to have been severely beaten for approximately half an hour with a rubber whip on the soles of his feet and on his shoulders. At the time of the interview (26 September), marks consistent with his allegation were still visible. He was also allegedly subjected to death threats. He was reportedly not presented to a magistrate.

103. **Ali Mohammed Mussa** was reportedly arrested on 21 September 1999 by his partner, a Garissa police constable and detained at the Garissa police headquarters, where the Special Rapporteur met him on 28 September. During interrogation, he was reportedly beaten, in particular on his private parts. On 24 September and on two other occasions, he was allegedly blindfolded and taken to the bush where gunshots were fired over his head. On the morning of 27 September, the day on which the Special Rapporteur started his visit to the Garissa police headquarters, he was reportedly taken by the Head of the CID to the Chief's office. No mention of his whereabouts appeared in the cells register next to his name. In the late evening of 27 September, he was eventually produced before the Special Rapporteur and gave him information on Abubakar Abdi Noor, who had been hidden with him, despite threats that he should not speak to the Special Rapporteur. According to the information received, he was released by the Officer-in-charge of the Police District the following morning.

104. **Julius Odhiambo Odienja** was reportedly arrested on 22 September 1999 and taken to Menengai police station, where he is said to have stayed for two days before being transferred to Njoro police station. According to the information received, he was severely beaten in the criminal investigation room of Menengai police station. His hands were allegedly tied with an electric cable between his legs and he was severely beaten with sticks on his back, shoulders, chest, legs and feet, while he was reportedly interrogated about a gun. The officer-in-charge of the station is said to have asked him to jump like a frog, which he reportedly could not do owing to the pain. He was beaten again in the cell because of a misunderstanding over his name.

105. **Benjamin Etabo William** was reportedly arrested on 21 September 1999 on suspicion of having stolen a chicken and taken to Menegai police station, where he was allegedly severely beaten by four policemen with wooden sticks and a rubber hose for approximately half an hour. He was also allegedly punched in the right eye.

106. **Robert Exeno Lokwani, Alex Otware Pundi, Kennedy Kipsang Peter, Moses Lombanyi Wambari, and Bernard Mbugua Ndungu alias Waria** were reportedly arrested on 21 and 22 September and transferred to Njoro police station after having been subjected to similar treatment as Julios Odhiambo Odienja (see para. 104 above) at Menengai police station. The Special Rapporteur could not interview them since, owing to their very serious state of health, they had all immediately been taken to hospital.
